













Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun Svizra

Service de renseignement de la Confédération SRC

LA SÉCURITÉ DE LA SUISSE



LA SÉCURITÉ DE LA SUISSE

LA SÉCURITÉ NE VA PAS DE SOI	5	
LE RAPPORT EN BREF	9	
ENVIRONNEMENT STRATÉGIQUE	15	
LE TERRORISME DJIHADISTE ET ETHNO-NATIONALISTE	35	
EXTRÉMISME VIOLENT	45	
PROLIFÉRATION	53	
ESPIONNAGE	61	
MENACE CONTRE LES INFRASTRUCTURES CRITIQUES	69	
CHIFFRES ET ÉLÉMENTS CLÉS 2022	77	
<i>TABLE DES ILLUSTRATIONS</i>	<i>88</i>	



LA SÉCURITÉ NE VA PAS DE SOI



Malheureusement, le monde n'est pas comme nous souhaiterions qu'il soit. Au terme de la Guerre froide, la paix s'est imposée comme une évidence. Or, aujourd'hui, notre continent est le théâtre d'une guerre d'agression. Ce que nous vivons actuellement est un changement d'époque : l'Europe n'avait plus connu d'agression de ce genre depuis la Seconde Guerre mondiale.

La guerre qui règne en Europe touche aussi à l'essence même de l'Europe, et les conséquences sont globales. L'environnement politico-sécuritaire de la Suisse s'est modifié négativement de manière radicale et durable. Quant à l'architecture européenne de sécurité fondée sur la confiance et la coopération – déjà bien imparfaite avant février 2022 –, elle a été réduite à néant. Les relations entre les États occidentaux et une Russie ayant des ambitions impérialistes et des conceptions réactionnaires de l'ordre établi resteront marquées par la confrontation pendant des années, voire des décennies. Plus généralement, les relations internationales se caractérisent désormais par des tensions entre grandes puissances et la formation de blocs antagonistes plutôt que par une logique de coopération et de multilatéralisme.

La Suisse doit, elle aussi, s'adapter aux nouvelles réalités. Pour l'heure, il n'est pas encore possible de dire à quel point les bouleversements en cours vont influencer sur notre compréhension de la neutralité ainsi que sur la politique de sécurité de la Suisse. Tout en préservant la neutralité, nous voulons dans tous les cas consolider la coopération avec l'UE et l'OTAN, car nous souhaitons, dans notre propre intérêt sécuritaire également, contribuer à la sécurité de l'Europe.

Le SRC suit de près la guerre en Ukraine ainsi que les autres foyers de crise et conflits. Dans l'ensemble, la situation en matière de sécurité dans notre environnement est devenue plus instable, plus confuse et plus imprévisible. Le terrorisme, l'extrémisme violent, les cyberattaques, l'espionnage et la prolifération restent des menaces actuelles, parfois aiguës, qui exigent un traitement continu de la part des services de renseignement et une attention de tous les instants sur le plan de la politique de sécurité.



Viola Amherd, Conseillère fédérale
*Département fédéral de la défense,
de la protection de la population et des sports DDPS*



LE RAPPORT EN BREF



La Russie a détruit en Europe l'ordre de paix fondé sur des règles. Les forums internationaux de promotion de la paix et de la sécurité collective comme l'ONU et l'OSCE ont encore perdu de leur efficacité et un nouvel ordre mondial stable n'est pas à l'horizon. La période de transition actuelle est caractérisée par la rivalité entre les grandes puissances. La tendance va vers un ordre mondial bipolaire, marqué par la rivalité systémique entre les États-Unis et la Chine. La guerre de la Russie contre l'Ukraine reste pour l'heure le point central dans l'environnement politico-sécuritaire de la Suisse.

- Il est improbable que la guerre de la Russie contre l'Ukraine se décide militairement d'ici à la fin de 2023; un conflit de longue durée se profile.
- L'Ukraine reste existentiellement dépendante du soutien occidental. La guerre se prolongeant, la pression des États occidentaux sur l'Ukraine pourrait tendre à s'accroître afin qu'elle entame des négociations avec la Russie en vue d'un cessez-le-feu.
- Les revers militaires essuyés en Ukraine ne vont pas détourner les dirigeants russes de leurs objectifs. Sur le fond, ils sont prêts à poursuivre encore longtemps la «guerre contre l'Occident».
- Le risque d'une confrontation militaire entre la Russie et l'OTAN s'est accru depuis le début de la guerre, et cela même si jusqu'à présent tant les États-Unis que la Russie cherchent à éviter toute extension de la guerre au-delà de l'Ukraine.
- Le risque d'escalade nucléaire est élevé depuis février 2022. Il est probable que la Russie continuera de menacer, implicitement du moins mais sans équivoque, d'utiliser des armes nucléaires, mais il est très improbable qu'elle en fasse usage en Ukraine.
- La guerre contre l'Ukraine va engendrer des coûts considérables pour la Russie, mais la stabilité du régime n'a jusqu'à présent pas été sérieusement mise à mal.
- La guerre renforce la tendance à un monde à nouveau plus fortement bipolarisé: l'Europe demeure dépendante des États-Unis sur le plan stratégique. La Chine est en train de s'affirmer comme un pôle au sein des États qui s'opposent à ce qu'ils nomment l'Occident. La Russie quant à elle joue un rôle de moins en moins important dans les relations sino-russes.
- Aux États-Unis, une nouvelle présidence de Donald Trump ou d'un autre candidat aux vues isolationnistes en 2025 pourrait à nouveau entraîner des incertitudes quant à l'engagement en faveur de l'Europe.
- La Chine et la Russie veulent réaménager le statu quo s'agissant des institutions, des règles et des normes existantes. Des puissances régionales telles que la Turquie, l'Inde ou l'Arabie saoudite essaient d'étendre leur propre marge de manœuvre. Dans l'espace indopacifique, le Japon définit la Chine comme étant «le plus grand défi stratégique de son histoire». En Afrique, la lutte d'influence entre les États occidentaux et la Russie ou la Chine s'intensifie.

- Taïwan demeurera au centre des tensions géostratégiques entre la Chine et les États-Unis. Il est très improbable que la Chine déclenche un conflit armé avec Taïwan en 2023.

Les menaces pour la sécurité de la Suisse persistent. Elles se sont en partie accentuées.

- Une attaque armée de la Russie contre la Suisse reste extrêmement improbable.
- La menace terroriste en Suisse reste élevée et est principalement influencée par le mouvement djihadiste. Le scénario terroriste le plus plausible est celui d'un acte de violence perpétré par un individu isolé inspiré par le djihadisme. Des problèmes psychiques ou des crises personnelles entrent de plus en plus fréquemment en ligne de compte s'agissant de la propension à faire usage de violence.
- Les attentats terroristes à motivations d'extrême droite, comme ceux de 2019 à Christchurch (Nouvelle-Zélande) et Halle (Allemagne) ou celui de 2020 à Hanau (Allemagne), pourraient se multiplier en Europe.
- L'extrémisme de gauche violent s'engagera en particulier pour des thèmes tels que l'antifascisme et la cause kurde. Il faut aussi s'attendre à une augmentation de la violence directe contre des personnes, notamment contre celles considérées comme appartenant à l'extrême droite et contre des représentants des forces de sécurité.

- Un noyau dur d'extrémistes Corona violents perdurera et intégrera d'autres sujets dans son discours en fonction de l'actualité. Il est dès lors probable que des milieux extrémistes monothématiques violents émergent, marqués par un faible ancrage thématique aussi bien que par un mélange d'idéologies et d'objectifs ainsi qu'une grande volatilité.

La menace contre les infrastructures critiques en Suisse reste élevée :

- Des groupes criminels tentent d'extorquer de l'argent en utilisant des rançongiciels et en se procurant des données sensibles.
- Dans le cadre de la guerre contre l'Ukraine, des actions étatiques peuvent s'accompagner d'effets de débordement incontrôlés (spillover effects) susceptibles d'entraîner indirectement la perturbation, l'interruption partielle ou la limitation temporaire de services essentiels en Suisse.

La menace que l'espionnage représente pour la Suisse reste élevée :

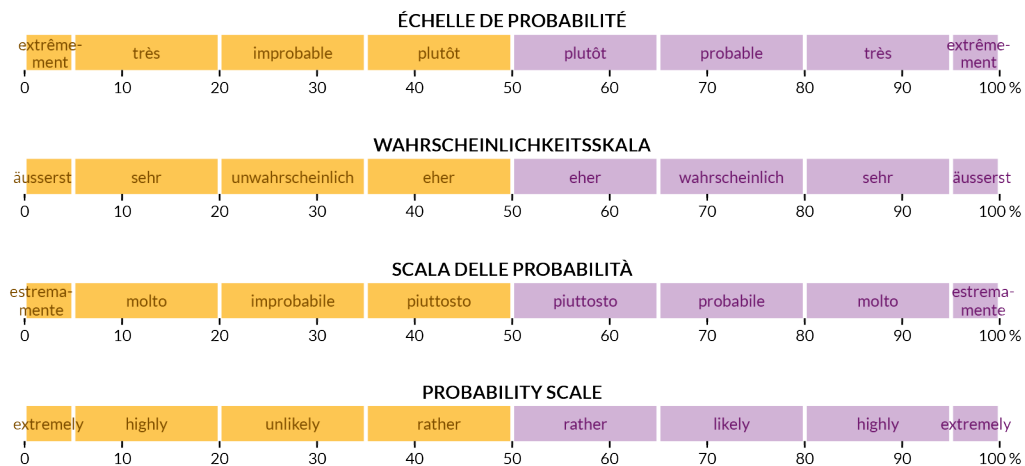
- Les activités d'espionnage étrangères, principalement russes et chinoises, constituent toujours une menace élevée pour la Suisse. En raison, entre autres, de son rôle d'État hôte accueillant de nombreuses organisations internationales, la Suisse compte, à l'échelle européenne, parmi les pays dans lesquels le plus grand nombre de membres des services de renseignement russes sont déployés sous couverture diplomatique.

- Le mandat de la Suisse au Conseil de sécurité de l'ONU accentue la menace que représente l'espionnage pour les Suisses qui gèrent les dossiers et les thématiques abordés par le Conseil de sécurité, et qui contribuent aux décisions et les défendent au sein des organes internes et à l'extérieur.

Dans le domaine de la prolifération, l'attention se concentre sur la Russie :

- Le SRC veut empêcher le transfert à la Russie de biens dont elle pourrait faire un usage militaire sous le coup de sanctions. Comme la Russie met à profit des entreprises basées dans des États de l'Union économique eurasiatique ainsi qu'en Turquie et en Inde pour acquérir ce type de biens, l'activité de contrôle doit être étendue à des régions qui n'avaient jusqu'alors pratiquement pas été prises en considération.

Aperçu des indications de probabilité utilisées dans ce rapport



Le SRC utilise l'instrument du radar de la situation pour présenter les menaces importantes qui pèsent sur la Suisse. Dans sa version simplifiée, sans données confidentielles, il est une des composantes du présent rapport. Cette version publique contient les menaces qui relèvent du

domaine d'activité du SRC et de l'Office fédéral de la police. Le présent rapport n'aborde pas les thèmes traités par d'autres organes fédéraux, mais il renvoie à leurs évaluations.





ENVIRONNEMENT STRATÉGIQUE





GUERRE CONTRE L'UKRAINE : DE L'ÉCHEC DE L'ASSAUT CONTRE KIEV À LA GUERRE D'USURE DANS L'EST DE L'UKRAINE

La première année de la guerre de la Russie contre l'Ukraine a apporté son lot de développements inattendus et de nouveaux enseignements. Au début de la guerre, les services de renseignement ainsi que les experts militaires occidentaux ont par exemple sous-estimé à la fois la volonté de résistance des forces armées et de la population ukrainiennes et la disposition des États occidentaux à soutenir l'Ukraine, notamment en lui fournissant des armes. Sont aussi apparues au grand jour les insuffisances des forces armées russes.

Dans un premier temps, l'aide militaire occidentale fournie à l'Ukraine incluait en grande partie des systèmes d'armement

datant de l'époque soviétique. Or, depuis l'été 2022, elle englobe aussi des systèmes occidentaux plus complexes et plus sophistiqués sur le plan technologique. Les États-Unis ainsi que d'autres États occidentaux soutiennent par ailleurs l'Ukraine à l'aide d'informations issues du renseignement et de données récoltées au moyen de systèmes de reconnaissance, tout en étant partiellement impliqués dans la planification des opérations. Ainsi, les contre-offensives couronnées de succès que l'Ukraine a menées à l'automne 2022 ont pu l'être grâce à l'identification et l'exploitation habile de lacunes et de faiblesses dans le dispositif russe.

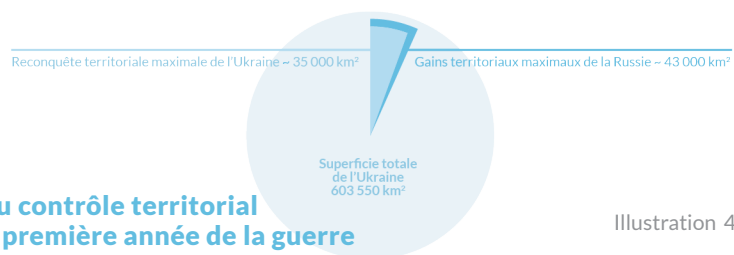
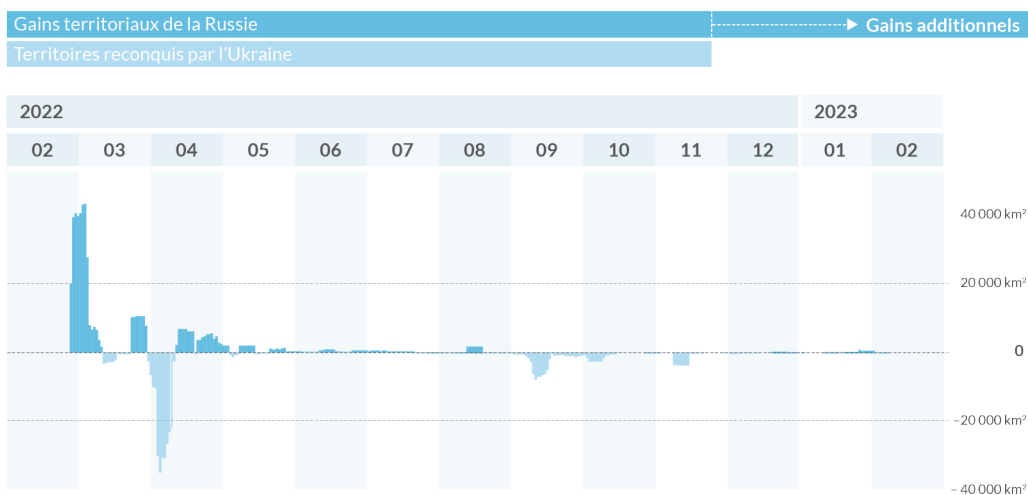


Illustration 4

Variations au niveau du contrôle territorial par la Russie durant la première année de la guerre

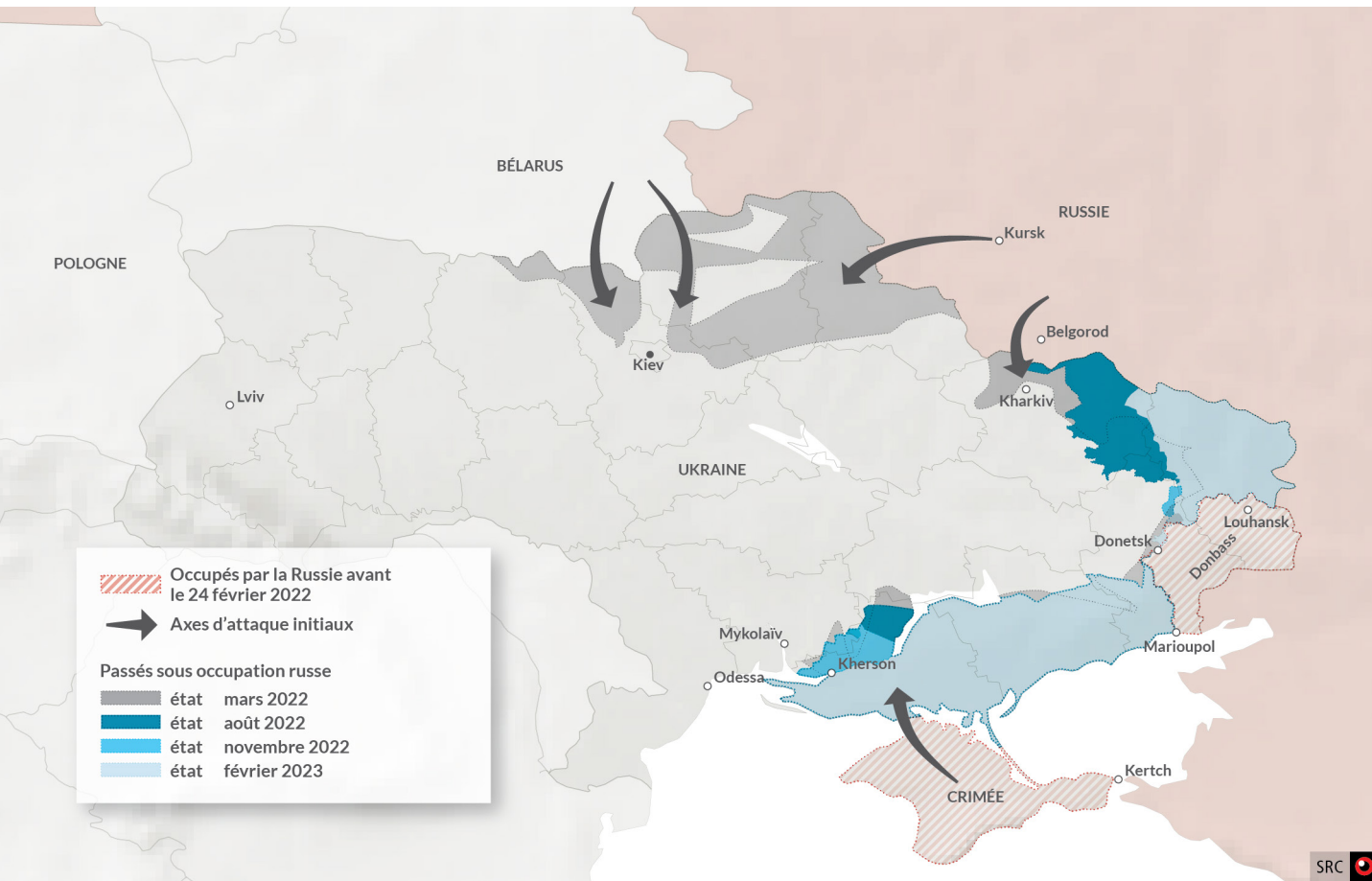


Au vu de l'évolution de la situation sur le champ de bataille, la Russie s'est vue dans l'obligation de revoir ses objectifs militaires, en se limitant à la prise des oblasts de Louhansk et Donetsk ainsi qu'à la tenue des territoires occupés le long de la côte de la mer Noire jusqu'au fleuve Dniepr. Dans un premier temps, la mobilisation partielle ordonnée en Russie en septembre 2022 a entraîné une stabilisation du front. Le bombardement intensif de l'infrastructure critique ukrainienne depuis octobre 2022, qui vise en particulier le secteur énergétique, s'effectue en partie à l'aide de drones d'attaque produits en Iran, l'objectif étant de permettre à la Russie de préserver ses stocks d'armes de précision à longue portée.

La guerre contre l'Ukraine se prolongeant, le groupe Wagner – lequel est engagé dans diverses zones de conflit depuis 2014, en Afrique notamment – a affirmé une présence de plus en plus marquée. Même s'il n'agit pas toujours sur ordre direct du Kremlin, ce groupe inscrit son action dans la logique de politique de puissance de la Russie. Wagner a des liens avérés avec l'appareil de sécurité russe, mais si le chef du groupe, Evgueni Prigojine, entretient des contacts personnels avec le président Poutine, il n'exerce toutefois pas réellement d'influence sur les décisions stratégiques.



Aperçu des axes d'attaque et du contrôle territorial durant la première année de la guerre contre l'Ukraine



PERTE D'EFFICACITÉ DES FORUMS INTERNATIONAUX

Depuis février 2022, l'environnement politico-sécuritaire de la Suisse est marqué par la guerre de la Russie contre l'Ukraine. En leur qualité de forums internationaux de promotion de la paix et de la sécurité collective, l'ONU et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) ont dans ce contexte encore perdu de leur efficacité. Concernant l'Ukraine le Conseil de sécurité de l'ONU est incapable d'agir, puisqu'avec la Russie, il compte un membre permanent qui viole la Charte des Nations Unies et commet des crimes de guerre ainsi que des crimes contre l'humanité.

EUROPE : UNE FRONTIÈRE ORIENTALE DE L'OTAN RENFORCÉE MILITAIREMENT

La guerre de la Russie contre l'Ukraine a pour le moment renforcé la cohésion du camp occidental. Les États-Unis continuent de jouer le premier rôle dans la défense de l'Europe et resteront la clé de voûte de l'OTAN. En 2022, l'Alliance a changé de stratégie de dissuasion, passant d'un concept de «fil déclencheur» à une dissuasion plus robuste fondée sur l'interdiction, soit le déploiement sur la frontière orientale de l'Alliance, renforcée militairement, de forces prêtes au combat destinées à décourager une invasion russe ou, le cas échéant, l'arrêter ou du moins la ralentir considérablement. L'élargissement de l'OTAN vers le nord renforce en outre la crédibilité, la légitimité et l'attractivité de

l'organisation en tant qu'alliance d'États occidentaux. Sur le plan militaire, la Finlande et, après son adhésion, la Suède joueront un rôle important dans la défense de la région baltique, États baltes compris.

ÉTATS-UNIS : LES LIGNES ROUGES SE SONT DÉPLACÉES

Depuis février 2022, l'importance symbolique de l'Ukraine s'est accrue pour les États-Unis. Leurs lignes rouges se sont dans l'intervalle déplacées et l'aide militaire occidentale n'a cessé de progresser, du point de vue tant quantitatif que qualitatif. Or, même si, au-delà de leur aide militaire, les États-Unis tentent d'affaiblir durablement l'économie et les forces armées russes au moyen de sanctions et d'embargos sur les produits de haute technologie, ils n'en souhaitent pas pour autant provoquer l'implosion ou la dislocation de la Russie. Une lutte entre les différentes factions au pouvoir ou une guerre civile déstabiliseraient en effet la région pendant de nombreuses années. Les relations entre la Russie et les États-Unis resteront durablement inscrites dans une logique de confrontation. L'antagonisme ouvert entre les deux pays et la profonde méfiance qui marque leurs relations a considérablement restreint l'espace dévolu aux contacts américano-russes, qui se limitent désormais à des cas où il s'agit de désamorcer un conflit, comme pour la Syrie ou après la collision entre un avion de combat russe et un drone américain au-dessus de la mer Noire. Cette nouvelle donne est aussi valable pour la maîtrise des armements.



CHINE : LE PRINCIPAL PARTENAIRE COMMERCIAL DE LA RUSSIE

L'ampleur de l'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine a surpris la Chine. Elle a toutefois apporté un soutien de facto à la Russie et s'est depuis imposée comme son principal partenaire commercial. La Chine obtient ainsi une part croissante de pétrole russe à des prix préférentiels. Elle n'en pèse pas moins soigneusement ses déclarations au sujet de la guerre contre l'Ukraine et pourrait avoir appelé la Russie à s'abstenir d'employer l'arme nucléaire. Jusqu'à présent, le soutien matériel de la Chine à l'effort de guerre russe en Ukraine est resté limité.

CHINE : DES RELATIONS ÉCONOMIQUES AVEC LES ÉTATS OCCIDENTAUX PLUS VITALES QU'AVEC LA RUSSIE

En Chine, l'année 2022 a été marquée par un ralentissement de la croissance économique, à mettre sur le compte aussi bien de la stratégie de tolérance zéro face au COVID-19 que de faiblesses structurelles internes. Suite à un mouvement de contestation d'ampleur nationale, le gouvernement chinois a certes abandonné sa stratégie de tolérance zéro, mais la situation socio-économique du pays reste tendue. Cela concerne en particulier les jeunes Chinois, qui aspirent à la prospérité et en espèrent une certaine reconnaissance sociale.

Il est probable que la Chine considère que ses relations économiques avec les États occidentaux sont plus vitales que son par-

tenariat avec la Russie, ce qui explique que le président Xi Jinping a soigné ses relations avec les pays européens en 2022. Il vise en outre à conclure des partenariats économiques stratégiques avec des États comme l'Arabie saoudite, avec lesquels la Chine a des affinités politiques et qui disposent de ressources naturelles stratégiques ou sont dotés d'une importante puissance financière. Au Moyen-Orient, la Chine a pu renforcer son rôle dans la région, grâce notamment à la médiation qu'elle a menée avec succès entre l'Arabie saoudite et l'Iran.

CHINE : LES RELATIONS AVEC LES ÉTATS-UNIS, UN RIVAL SYSTÉMIQUE, ET AVEC TAÏWAN

Le président Xi veut empêcher une détérioration incontrôlée des relations sino-américaines. La communication avec les États-Unis doit ainsi être maintenue au plus haut niveau. Ces derniers ont pris de leur côté des mesures économiques offensives à l'encontre de la Chine, dans le secteur technologique en particulier. L'UE cherche elle aussi à réduire sa dépendance stratégique envers la Chine dans ce même secteur et prend des mesures pour contrer les conséquences négatives d'influences extérieures sur le marché unique européen. Il est très probable que d'autres restrictions américaines visant les technologies émergentes critiques suivront.

La Chine a intensifié ses tentatives d'intimidation militaire contre Taïwan et la situation reste tendue. Lors de provocations ou de crises, comme la visite de la présidente de la Chambre des représentants des États-Unis en août 2022, les deux parties calibrent



leur action avec précaution. En témoigne l'épisode au cours duquel les États-Unis ont abattu un ballon espion chinois en février 2023. Une attaque militaire de la Chine contre Taïwan est pour l'heure très improbable, du moins tant que ne sont pas franchies les limites que la Chine considère comme des lignes rouges, telle une déclaration d'indépendance.

Taïwan conserve sa position de plus grand exportateur de semi-conducteurs au monde, contrôlant 90 pour cent de la production de semi-conducteurs de dernière génération. Un conflit armé autour de Taïwan entraînerait l'effondrement ou en tout cas une perturbation majeure de la chaîne d'approvisionnement en semi-conducteurs, ce qui affecterait les industries du monde entier. Un blocus de Taïwan susciterait à lui seul des coûts massifs à l'échelle mondiale.

IRAN : UN RAPPROCHEMENT AVEC LA RUSSIE DANS LA GUERRE CONTRE L'UKRAÏNE

La guerre de la Russie contre l'Ukraine et les sanctions occidentales ont fourni aux dirigeants iraniens l'occasion de resserrer leurs relations avec la Russie sur les plans tant politique, qu'économique et militaire. Or, même si, rhétoriquement, l'Iran reste neutre vis-à-vis de la guerre, ce pays s'est de facto rangé aux côtés de la Russie. La livraison de drones montre que les dirigeants iraniens veulent positionner l'Iran comme un partenaire fiable, même au prix de nouvelles sanctions occidentales. Il est très probable que les deux États continuent de développer leurs relations en matière de politique de sécurité, ce qui englobe le transfert d'armes et de technologies, l'échange d'informations et la coopération militaire. Le rapprochement avec la Russie va de pair avec une réorientation de l'Iran en direction de l'est.

L'Iran n'a pas seulement approfondi ses relations avec la Russie, mais continue d'exercer de l'influence dans la région



TURQUIE : BÂTIR DES PONTS ENTRE LA RUSSIE ET L'UKRAINE

La Turquie s'est posée en médiateur depuis le déclenchement de la guerre contre l'Ukraine en février 2022, jouant en particulier, avec l'ONU, un rôle crucial dans la conclusion d'un accord sur les exportations de céréales ukrainiennes ainsi que de denrées alimentaires et d'engrais russes. Membre de l'OTAN, elle maintient ses relations à la fois avec la Russie et l'Ukraine, sans pour autant mettre en péril ses propres intérêts géostratégiques dans la région. La Turquie reste impliquée dans de nombreux conflits régionaux, comme en Syrie, en Libye et dans l'espace méditerranéen oriental. Elle a toutefois entrepris des efforts considérables pour améliorer ou normaliser ses relations avec des États situés au Proche et au Moyen-Orient, tels qu'Israël, l'Égypte ou encore les Émirats arabes unis. Dans le même temps, la Turquie, gouvernée de manière autoritaire, entretient des ambitions régionales et pose des problèmes à l'OTAN s'agissant, entre autres, de l'élargissement de l'Alliance vers le nord.

AFRIQUE : UNE INFLUENCE CROISSANTE DE LA RUSSIE

Les tensions entre la Russie et les États occidentaux ont eu pour conséquence de raviver l'intérêt des grandes puissances pour l'Afrique. La Russie y avait toutefois déjà une grande influence politique, notamment en Libye, en République centrafricaine, au Soudan et au Mali. L'engagement du groupe Wagner, lié aux dirigeants russes, joue ici un rôle non négligeable. Au

Mali, les forces de Wagner ont profité du retrait des troupes françaises en 2022 pour s'établir comme partenaire incontournable du nouveau régime. Après deux coups d'État militaires et sous la pression liée à la menace djihadiste, le Burkina Faso s'est lui aussi rapproché de la Russie.

En Afrique, la Russie apparaît de plus en plus comme un pôle opposé aux États-Unis et aux États européens. Elle y répand, souvent avec succès, son récit d'un Occident agressif et est en train d'y devenir un acteur significatif sur les plans politique et militaire. Son implication reste toutefois faible sur le plan économique. À l'inverse, pour la Russie, l'Afrique devient de plus en plus un enjeu dans son positionnement face aux États occidentaux. Ces derniers essaient de contrer l'influence russe croissante sur le continent africain. Plusieurs États européens ont parallèlement misé sur l'Afrique pour réduire leur dépendance énergétique vis-à-vis de la Russie. Avec l'Algérie, c'est justement un partenaire de longue date de la Russie qui s'est engagé à augmenter sensiblement ses livraisons de gaz naturel à l'Europe.

Ce sont des tendances autocratiques qui ont permis à l'influence russe de croître en Afrique. Des régimes auxquels la légitimité démocratique fait défaut se servent de l'appui russe pour garantir leur domination sur les mouvements d'opposition et résister à la pression occidentale. Indépendamment de la Russie, l'autoritarisme a aussi fortement augmenté en Tunisie, où le président Kaïs Saïed a privé les institutions démocratiques de leur pouvoir et a imposé une révision de la Constitution.





GUERRE DE LA RUSSIE CONTRE L'UKRAINE : UNE GUERRE D'USURE SANS PERSPECTIVE D'UNE ISSUE ACCEPTÉE PAR LES DEUX PARTIES

La Russie et l'Ukraine se trouvent dans une guerre d'usure à intensité variable. Un conflit de longue durée se profile du fait que toutes deux ont des objectifs qui s'excluent mutuellement. Les deux parties sont résolues à poursuivre la guerre, ou la lutte défensive, et, pour l'heure, ni la Russie ni l'Ukraine n'envisagent de trouver une solution diplomatique au conflit. Même si l'épuisement de leur potentiel militaire est pour toutes deux conséquent, il est improbable que ce conflit puisse se régler militairement d'ici à la fin de l'année 2023. L'Ukraine est existentiellement dépendante du soutien occidental. Ses objectifs prioritaires (retrait des forces russes de tout le pays, Crimée et Ukraine de l'est comprises) diffèrent du principal intérêt des États-Unis, qui est d'éviter toute escalade susceptible de dégénérer en guerre ouverte entre l'OTAN et la Russie. La guerre se prolongeant, la pression occidentale sur l'Ukraine pourrait tendre à s'accroître afin qu'elle participe à des discussions en vue d'un cessez-le-feu et à des négociations visant à mettre un terme à la guerre.

Les coûts que la guerre engendrera seront considérables, non seulement pour l'Ukraine et les États occidentaux mais également pour la Russie. En 2023, le budget étatique russe sera mis à rude épreuve et il devra être alimenté à l'aide des réserves financières accumulées au cours des dernières années. Toutefois, la stabilité du régime n'a jusqu'à présent pas été sérieusement mise à mal, l'appareil répressif d'État

est intact, et l'opposition politique a de facto été démantelée ces dernières années. La répression est en outre devenue de plus en plus systématique et toute critique a été rendue illégale en Russie.

Les revers militaires essuyés en Ukraine ne vont pas détourner les dirigeants russes de leurs objectifs, ce qui vaut aussi bien pour l'Ukraine que pour l'ensemble de la sphère d'influence que la Russie entend établir. Le cercle le plus restreint du pouvoir russe est en effet prêt à poursuivre longtemps encore la « guerre contre l'Occident ».

GUERRE EN EUROPE ET RISQUE D'ESCALADE NUCLÉAIRE

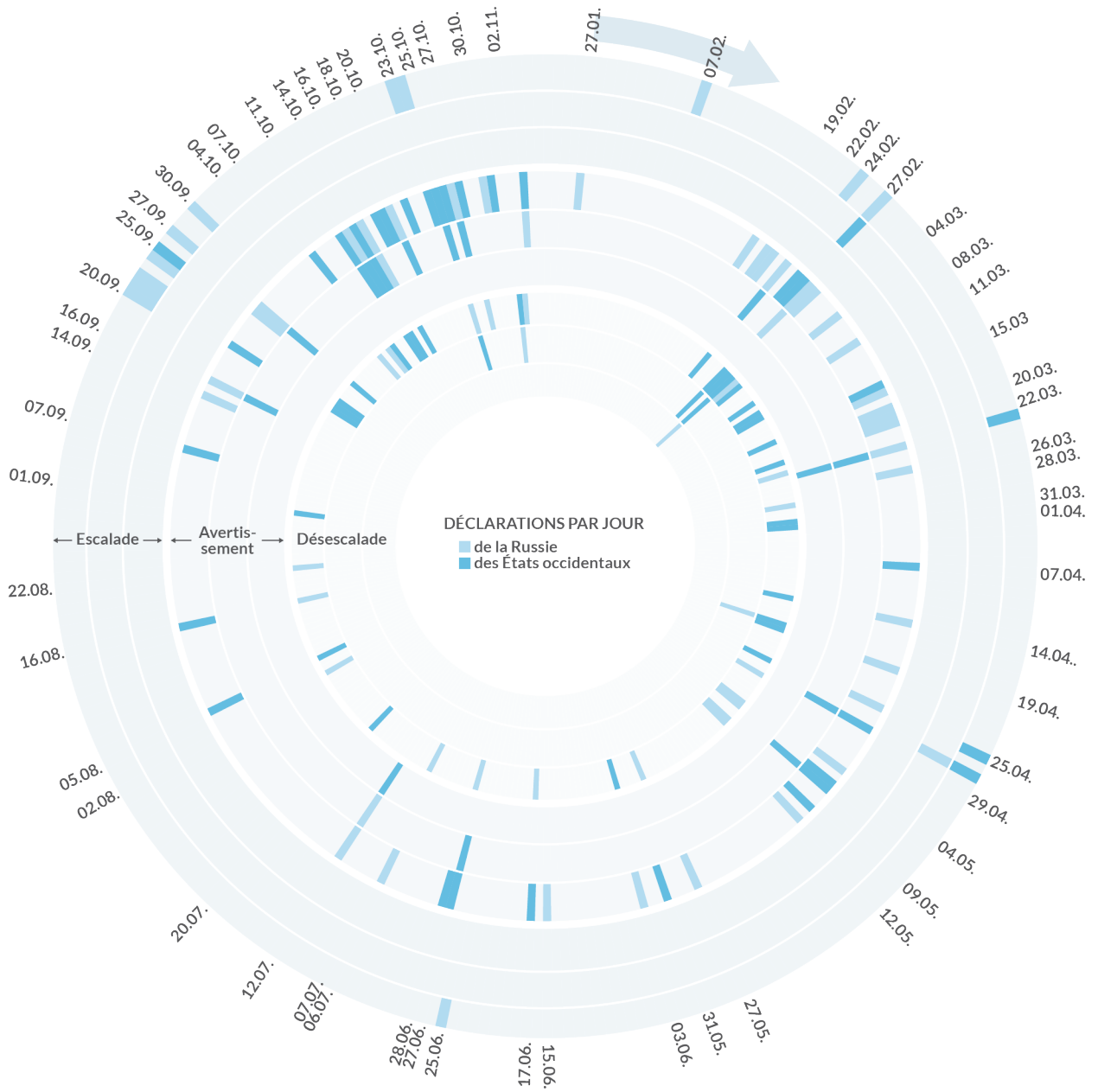
La guerre contre l'Ukraine est la plus importante guerre au sol en Europe depuis 1945. Elle implique les deux grandes puissances que sont la Russie et les États-Unis dans leur rôle respectif d'agresseur et de principal contributeur de l'Ukraine en termes d'aide militaire. Le risque d'une confrontation militaire entre la Russie et l'OTAN, avec de graves risques d'escalade et des conséquences potentiellement dévastatrices dans l'environnement politico-sécuritaire de la Suisse, s'est ainsi accru depuis le début de la guerre. Une attaque armée de la Russie contre la Suisse reste toutefois extrêmement improbable.

Le risque d'escalade nucléaire a lui aussi augmenté depuis le début de la guerre. Après que les États-Unis, mais aussi la Chine, ont averti la Russie à l'automne 2022 des conséquences d'un éventuel recours à l'arme nucléaire, les menaces proférées à ce sujet par le président Poutine n'ont eu

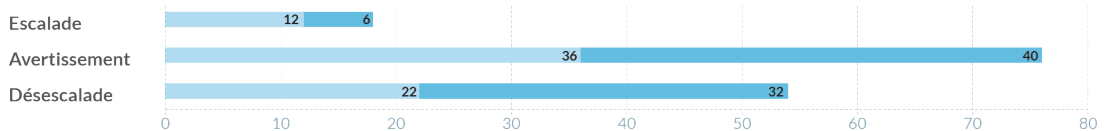


RISQUE D'ESCALADE NUCLÉAIRE

Nombre de déclarations des États occidentaux et de la Russie ainsi que leurs intentions respectives au cours de la période allant du 27 janvier 2022 au 2 novembre 2022.



DÉCLARATIONS EN FONCTION DU DEGRÉ D'ESCALADE



qu'un faible impact, comme en témoignent le soutien militaire occidental fourni à l'Ukraine et les contre-offensives ukrainiennes. La Russie va certes continuer à brandir la menace nucléaire mais il est très improbable qu'elle déploie l'arme nucléaire en Ukraine. La probabilité d'un recours à l'arme nucléaire augmenterait seulement si elle devait se voir menacée existentiellement par suite de la guerre en Ukraine.

PÉRIODE TRANSITOIRE : INSTABILITÉ, IMPRÉVISIBILITÉ ET INSÉCURITÉ

La guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine marque un bouleversement de portée mondiale. Non provoquée et contraire au droit international public, cette agression militaire a été suivie de l'occupation et de l'annexion de territoires appartenant à un État indépendant. Elle signe la destruction de l'ordre de paix fondé sur des règles qui régnait en Europe, lequel s'effritait toutefois depuis 2008, voire avant déjà. L'idée d'un espace européen de coopération et de sécurité unifié incluant la Russie a échoué.

Il en découle une période de transition empreinte aussi bien d'instabilité, d'imprévisibilité et d'insécurité que de menaces, tant traditionnelles que nouvelles. Un nouvel ordre mondial stable n'est pas à l'horizon. Caractérisée par la rivalité opposant les grandes puissances que sont les États-Unis, la Chine et la Russie, la phase actuelle est aussi marquée par la constitution de deux blocs antagonistes : d'un côté les États occidentaux, qui défendent le statu quo des institutions, des règles et des normes existantes, de l'autre, la Chine, la Russie et des États tels que la Corée du Nord et l'Iran, qui remettent ce statu quo en question et veulent le réaménager fondamentalement. Des puissances régionales telles que la Turquie, l'Inde et l'Arabie saoudite essaient par ailleurs d'étendre leur propre marge de manœuvre. Enfin, l'on voit certaines démocraties non occidentales, comme l'Afrique du Sud ou le Brésil, rejeter la domination de « l'Occident » en matière de normes et de valeurs.



ÉTATS-UNIS VS CHINE : RENFORCEMENT DES BLOCS

La guerre en Ukraine renforce la tendance vers un ordre mondial à l'avenir à nouveau bipolaire. La concurrence systémique entre les principaux concurrents que sont les États-Unis et la Chine caractérisera la décennie en cours. Les relations commerciales dans les secteurs de la technologie et de l'énergie suivent elles aussi de plus en plus la logique observée dans le domaine de la politique de sécurité, soit celle d'une constitution de blocs, qui s'accompagne de l'émergence d'espaces normatifs distincts.

Les États-Unis constituent le fer de lance de la réaction occidentale à la guerre de la Russie contre l'Ukraine, tandis que l'Europe demeure dépendante d'eux sur le plan stratégique. Malgré la hausse des budgets de la défense, l'UE est en effet loin de disposer d'une autonomie stratégique. En l'espace de quelques mois, elle est en revanche parvenue à réduire considérablement sa dépendance aux agents énergétiques fossiles russes.

L'espace indopacifique a été le théâtre d'une réorientation stratégique: dans sa nouvelle stratégie en matière de sécurité, le Japon définit la Chine comme «le plus grand défi stratégique de toute son histoire». Face à la Chine et à la menace croissante représentée par la Corée du Nord, il développe fortement ses capacités de défense militaire, gagnant donc encore en importance en tant que partenaire des États-Unis dans le cadre de leur rivalité géopolitique avec la Chine.

En parallèle, la Chine est en train de s'affirmer comme un pôle au sein des États qui s'opposent à ce qu'ils nomment l'Occident. À cet égard, la Russie joue un rôle de moins en moins important dans le partenariat sino-russe, au point que lors du 20e Congrès du Parti communiste chinois, le président Xi Jinping n'en a pas fait mention une seule fois lorsqu'il a évoqué sa vision d'un ordre mondial. Bien que les présidents Poutine et Xi aient célébré l'«amitié historique» unissant les deux pays lors du Sommet de Moscou en mars 2023, il est probable que cette rencontre ne mènera pas à une coopération allant significativement au-delà du cadre politique et économique. L'aptitude de la Chine à amener une solution pacifique au conflit russo-ukrainien reste par ailleurs hautement incertaine.



ÉTATS-UNIS : DES INCERTITUDES QUANT À LEUR ENGAGEMENT FUTUR EN EUROPE

Depuis la présidence de Barack Obama, les États-Unis planifient leur orientation stratégique en fonction de l'espace indopacifique. La stratégie de sécurité nationale de l'administration Biden, rendue publique en octobre 2022, place elle aussi clairement la Chine au cœur de la politique de sécurité américaine. Les États-Unis essaient par ailleurs d'amener l'OTAN à se focaliser davantage sur le défi représenté par la Chine. Au-delà de la présidence de Joe Biden, on ne sait pas dans quelle mesure les États-Unis vont maintenir leur engagement en Europe, compte tenu surtout des tendances observables en matière de politique intérieure américaine. Une nouvelle présidence remportée en 2025 par Donald Trump ou un autre candidat aux vues isolationnistes pourrait à nouveau entraîner des incertitudes quant à l'engagement en faveur de l'Europe. Les États-Unis vont donc exiger de leurs alliés européens qu'ils endossent encore davantage de responsabilités que jusqu'à présent eu égard à la sécurité en Europe.

CHINE : RÔLE DOMINANT DU PARTI COMMUNISTE ET DU PRÉSIDENT XI

En Chine, le président réélu et chef du Parti communiste Xi Jinping est décidé à renforcer la mainmise du Parti sur toutes les institutions et sur la société. L'idéologie qu'il suit place la défense des intérêts collectifs de la Chine au-dessus des libertés individuelles et confère au Parti et à l'État un droit d'ingérence dans l'économie privée. Elle place de fait la Chine dans une logique de rivalité systémique avec les États occidentaux et fait de la réunification de Taïwan avec le continent chinois l'un des desseins centraux de la nation, une position qui aggravera encore le conflit systémique entre les États-Unis et la Chine.

La Chine a des ambitions relatives à sa croissance économique et à sa force d'innovation pour les technologies du futur. Divers facteurs vont néanmoins ralentir leur réalisation : l'endettement des entreprises publiques ainsi que des régions, la spéculation immobilière, les lourdeurs administratives, la corruption et les obstacles commerciaux américains dans le domaine technologique. La Chine, dont la population a diminué en 2022 pour la première fois en 60 ans, est par ailleurs confrontée à de fortes inégalités sociales et à un marché du travail tendu, ce qui affecte surtout les jeunes Chinois. Dans les années à venir,

c'est là que résidera le principal défi politique à relever pour le président Xi. Le régime va dès lors renforcer encore ses moyens technologiques visant à contrôler la population et poursuivre sa politique autoritaire de sinisation de la population vis-à-vis des Tibétains et des Ouïghours.

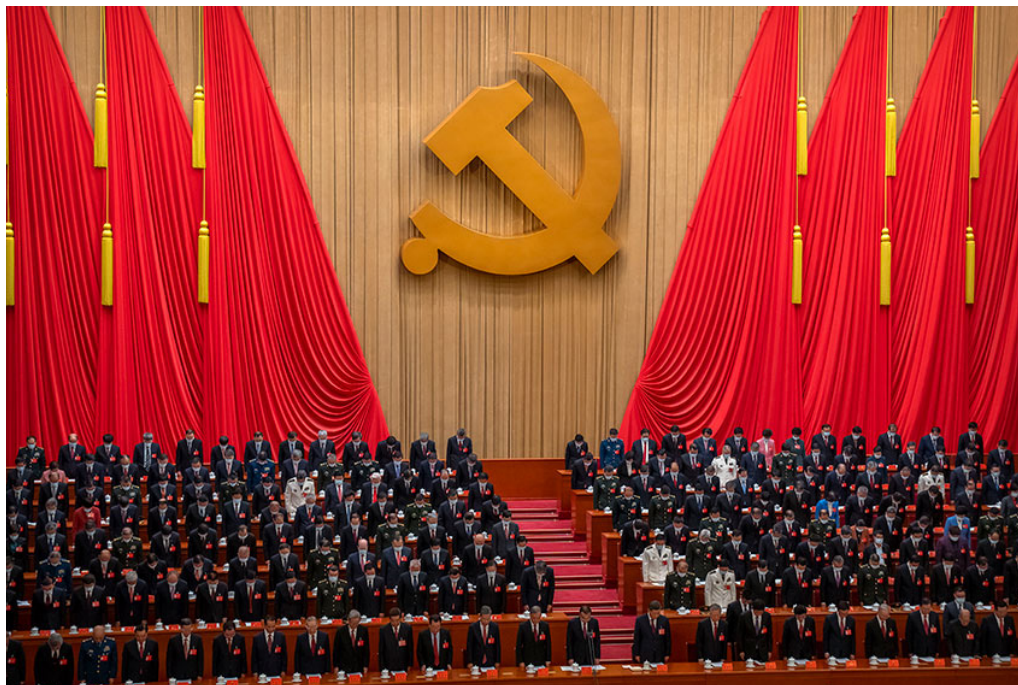
Taïwan demeurera au centre des tensions géostratégiques entre la Chine et les États-Unis. À cela s'ajoute, selon la perception chinoise, la crainte d'une hostilité croissante du Japon. Au vu du soutien américain marqué pour Taïwan et du doublement du budget japonais de la défense, la Chine se concentrera sur le développement de sa puissance militaire. Elle va toutefois

poursuivre ses tentatives d'intimidation vis-à-vis de l'île, même s'il est toujours très improbable que la Chine déclenche un conflit armé avec Taïwan en 2023. Pour ce faire, il lui manque encore des moyens militaires et des capacités opérationnelles en suffisance. Il existe par ailleurs des tensions militaires dans l'Himalaya avec l'Inde, ainsi qu'en mer de Chine méridionale.



Illustration 7

Cérémonie d'ouverture du 20e Congrès du Parti communiste chinois, Pékin, 16 octobre 2022.



TURQUIE : UN EXERCICE D'ÉQUILIBRE ENTRE LES ÉTATS OCCIDENTAUX AINSI QUE LA RUSSIE ET LA CHINE

Après les élections présidentielles et législatives, le centenaire de la République va marquer la politique turque en matière d'affaires intérieures et d'affaires étrangères. En raison de l'inflation élevée et de la faiblesse monétaire, la situation économique du pays restera fragile. Il est probable que les principaux terrains d'action de cette puissance régionale qu'est la Turquie demeurent l'est de la Méditerranée et la Syrie. Dans ce contexte, elle va poursuivre ses tentatives d'exploiter, voire d'étendre sa propre marge de manœuvre et ses propres possibilités. La Turquie voudra ainsi maintenir ses relations avec les États occidentaux, tout en essayant de renforcer simultanément ses liens avec la Russie et la Chine.

IRAN : DES PROTESTATIONS QUI NE MENACENT PAS DIRECTEMENT LE RÉGIME

Une partie de la population iranienne va continuer à protester de manière ponctuelle contre le régime. Le mouvement contestataire place ce dernier devant un défi majeur, mais celui-ci n'a pas de caractère existentiel dans l'immédiat. Si une crise de légitimité plus prononcée en résultait ou si le Guide suprême devait venir à décéder, une redistribution du pouvoir au sein de l'appareil étatique pourrait toutefois avoir lieu.

Une grande partie de la diaspora iranienne à l'étranger, y compris en Suisse, soutient les manifestations et réclame un changement de régime. Ce dernier, au vu surtout des actions de la communauté iranienne à l'étranger, argue que les protestations seraient attisées depuis là. Dans ce contexte, il est probable que les activités des services de renseignement iraniens contre la diaspora s'intensifient, en Suisse également.

AFRIQUE : UNE LUTTE D'INFLUENCE PLUS INTENSE

La lutte entre la Russie et les États occidentaux pour exercer de l'influence en Afrique va se poursuivre ou même devenir plus acharnée. Quant à la Chine, elle aussi utilise son potentiel économique et financier pour s'établir encore davantage comme un acteur incontournable en Afrique.

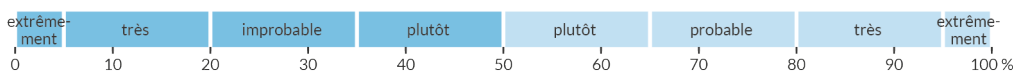
Au Burkina Faso en particulier, le groupe Wagner pourrait gagner en importance et jouer un rôle de soutien au régime similaire à celui qu'il joue déjà au Mali. Toutefois, il est probable que les États occidentaux, notamment la France et les États-Unis, s'efforceront de chasser les forces de Wagner du continent africain. C'est le cas plus particulièrement en Libye, où règne une guerre civile et où la présence russe représente une menace particulière en raison des vastes ressources pétrolières et gazières du pays. La Libye joue de plus un rôle stratégique central dans le contexte européen, par exemple concernant les routes migratoires ou l'approvisionnement en énergie.

La compétition visant à décrocher des investissements étrangers pourrait à l'avenir concerner davantage le secteur des énergies renouvelables. Plusieurs États africains offrent des avantages géographiques à cet égard, ce qui n'est toutefois pas sans risque et recèle un potentiel de conflit à l'échelle régionale. Les relations entre les voisins nord-africains que sont le Maroc et l'Algérie restent quant à elle tendues, principalement en raison du différend opposant les deux pays sur le statut politique du Sahara occidental. Si le Maroc devait passer en force sur cette question, un risque d'escalade armée existe. Quant à la Tunisie, dernière porteuse d'espoir du Printemps arabe, elle contribue aussi à ce que l'Afrique du Nord reste un foyer d'agitation. Si l'opposition au président autocratique Saïed atteint une taille critique, la violence risque de l'emporter.

Combiné à une pression judiciaire moindre, il est probable que le renforcement des tendances autoritaires dans toute l'Afrique entraînera une nouvelle hausse des activités djihadistes en Afrique occidentale, centrale et orientale.



Échelle de probabilité





QUE VOIT LE SRC ?

La Russie a détruit en Europe l'ordre de paix fondé sur des règles.

EUROPE

- 👁️ La guerre de la Russie contre l'Ukraine est la plus importante guerre au sol depuis 1945.
- 🔗 La Russie va continuer de brandir la menace nucléaire, mais le déploiement d'une arme nucléaire demeure très improbable.

ÉTATS-UNIS

- 👁️ Les États-Unis continuent de jouer le premier rôle dans la défense de l'Europe ; l'OTAN s'est renforcée militairement à l'Est.
- 🔗 Une présidence républicaine pourrait entraîner des incertitudes quant à l'engagement en faveur de l'Europe dès 2025.

SUISSE

- 👁️ Les menaces que représentent le terrorisme et l'espionnage demeurent élevées.
- 🔗 Il faut s'attendre à une augmentation de la violence directe de l'extrême gauche, entre autres contre les forces de sécurité.

RUSSIE

- 👁️ Les ambitions impérialistes de la Russie vont au-delà de l'Ukraine : elle veut exercer le contrôle en Europe de l'Est.
- 🔗 La guerre contre l'Ukraine demeure une guerre d'usure sans perspective d'une solution diplomatique au conflit.

CHINE

- 👁️ La Chine considère que ses relations économiques avec les États occidentaux sont plus vitales que son partenariat avec la Russie.
- 🔗 Une attaque militaire contre Taïwan est actuellement très improbable. Un blocus susciterait à lui seul des coûts massifs à l'échelle mondiale.

PROCHE ET MOYEN ORIENT, AFRIQUE

- 👁️ L'Iran a resserré ses relations avec la Russie sur les plans tant politique, qu'économique et militaire. En Afrique, la Russie devient un acteur significatif politiquement et militairement.
- 🔗 Le développement des relations stratégiques entre la Russie et l'Iran devrait inclure le transfert d'armes et de technologies, ainsi que la coopération militaire.

SRC

QUE PRÉVOIT LE SRC?

Un conflit de longue durée se profile en Ukraine. La rivalité systémique entre les États-Unis et la Chine marquera le futur ordre mondial.





LE TERRORISME DJIHADISTE ET ETHNO-NATIONALISTE



Espace Schengen

ACTES DE VIOLENCE AVEC
SOUPÇON DE TERRORISME

Attaque au couteau

Attaque armée

INTERVENTION POLICIÈRE

en raison de planification
présumée d'attentat terroriste



ÉVÉNEMENTS DANS LE DOMAINE DU TERRORISME À MOTIVATION DJIHADISTE EN EUROPE DEPUIS DÉBUT 2022



LA MENACE TERRORISTE RESTE ÉLEVÉE

La menace terroriste en Suisse demeure élevée. Elle est en premier lieu marquée par le mouvement djihadiste, par l'intermédiaire en particulier de sympathisants de l'«État islamique» et de personnes inspirées par la propagande djihadiste. L'«État islamique» et Al-Qaïda sont les deux protagonistes les plus importants du mouvement djihadiste et sont de ce fait déterminants pour la menace terroriste.

En Europe, la baisse très nette du nombre d'actes de violence à motivation djihadiste s'est poursuivie. Si leurs auteurs sont souvent inspirés par le djihadisme, des problèmes psychiques ainsi que d'autres facteurs entrent aussi fréquemment en ligne de compte s'agissant de la propension des personnes radicalisés à faire usage de violence. Depuis l'attentat terroriste à Vienne le 2 novembre 2020, l'«État islamique» n'a plus revendiqué d'acte de violence en Europe.

Le nombre d'interventions policières contre des islamistes prêts à faire usage de violence reste par contre élevé en Europe, et il est probable que cela a permis d'empêcher plusieurs attentats. En Suisse, la police est aussi intervenue à deux reprises dans le cadre d'actions coordonnées de lutte contre le terrorisme: en juin 2022, trois personnes soupçonnées de terrorisme ont été arrêtées dans le canton de Zurich et, en septembre 2022, deux personnes ont été arrêtées dans les cantons de Vaud et de Genève parce qu'elles étaient suspectées d'avoir soutenu l'«État islamique».

Le scénario terroriste le plus plausible sur territoire suisse est actuellement celui d'un acte de violence perpétré par un individu isolé inspiré par le djihadisme. Selon l'appréciation du SRC, le plus probable serait qu'une telle attaque soit dirigée contre des cibles faiblement protégées et soit commise avec peu de moyens logistiques et organisationnels.

« ÉTAT ISLAMIQUE » ET AL-QAÏDA

En octobre 2022, le Conseil fédéral a décidé de maintenir l'interdiction des groupes «Al-Qaïda», «État islamique» et des organisations apparentées et il a promulgué une interdiction d'organisations à cet effet.

Depuis la chute du califat territorial en 2019, l'organisation centrale de l'«État islamique» a subi une perte très marquée de sa capacité à planifier et à mener des attentats en Europe de manière autonome. Grâce à sa propagande diffusée en ligne, l'«État islamique» continue toutefois de jouer un rôle important en tant que source d'inspiration pour les auteurs potentiels d'actes de violence.

En 2022, deux califes de l'«État islamique» ont trouvé la mort de façon violente, ce qui devrait réduire le pouvoir d'attrait de l'organisation. Néanmoins, lors de la nomination de leurs successeurs, l'«État islamique» a pu réaliser avec succès des campagnes médiatiques concertées au niveau international mettant en scène les serments d'allégeance de tous les groupes régionaux. Ces derniers, dont certains sont



RAPATRIEMENTS

- De mineurs, femmes et hommes adultes
- De mineurs et femmes adultes
- De mineurs



**RAPATRIEMENTS DE RESSORTISSANTS D'ÉTATS EUROPÉENS DEPUIS
LES CAMPS ET LES PRISONS KURDES DU NORD-EST DE LA SYRIE**

parfois très actifs en Afrique, au Proche et au Moyen-Orient ainsi qu'en Asie, poursuivent en premier lieu des agendas régionaux et leurs actions peuvent porter atteinte aux intérêts suisses, notamment dans leurs zones d'influence respectives.

La menace latente qui émane d'Al-Qaïda persiste malgré l'assassinat de son chef Ayman al-Zawahiri en été 2022. Il est probable que l'organisation profite du relâchement de la pression à son encontre après la prise de pouvoir des talibans en Afghanistan. Bien qu'Al-Qaïda ne dispose pas des capacités et des ressources nécessaires pour mener des attentats dans les pays occidentaux, la menace représentée par ses sous-groupes persiste, notamment en Afrique de l'Ouest et de l'Est. Dans leurs zones d'opération, ceux-ci sont en mesure de commettre des attentats contre des cibles occidentales et d'enlever des ressortissants d'États occidentaux. Dans de tels cas, des intérêts suisses peuvent aussi être affectés.

VOYAGEURS DU DJIHAD

Les voyageurs du djihad constituent certes une minorité parmi les acteurs terroristes, mais ils peuvent avoir acquis de l'expérience au combat et s'appuyer sur leurs réseaux ; ils sont de ce fait plus facilement à même d'organiser et de perpétrer des actes de violence de grande envergure. Plusieurs États européens ont rapatrié des personnes depuis les camps en Syrie, en majorité des femmes et des enfants. La Suisse a effectué un seul rapatriement : deux mineurs en décembre 2021. La décision prise en mars 2019 par le Conseil fédéral de ne pas procéder au rapatriement de voyageurs du djihad adultes est toujours en vigueur.

Aujourd'hui, une zone de djihad susceptible d'attirer de potentiels voyageurs à motivation djihadiste en provenance de pays occidentaux fait défaut. Des cas de départ vers de telles zones depuis l'Europe existent, mais ils sont en règle générale le fait de personnes qui ont un lien ethnique avec la zone de conflit en question. Lancé par l'«État islamique», un appel à la hijra – l'émigration, et, dans ce contexte, un voyage motivé par le djihad – en Afrique est ainsi resté sans grand écho en Europe. Pour ce qui est de la Suisse, des velléités de départ sporadiques ont certes été observées, mais aucun cas de voyage motivé par le djihad n'a été constaté depuis 2017.

Plusieurs dizaines de djihadistes présumés sont arrivés dans les États d'Europe occidentale en se joignant à l'afflux de réfugiés occasionné par la guerre contre l'Ukraine ; ils y sont surveillés par les autorités de sécurité. Quelques-uns d'entre eux sont arrivés en Suisse, où ils ont fait l'objet d'une enquête approfondie en raison de leurs liens possibles avec le terrorisme.



LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Le SRC publie deux fois par année sur son site Internet des chiffres en rapport avec la lutte contre le terrorisme (personnes représentant un risque, voyageurs à motivation djihadiste et monitoring de sites Internet présentant un contenu djihadiste).

www.vbs.admin.ch (FR / Sécurité / Recherche de renseignements / Terrorisme)

PKK

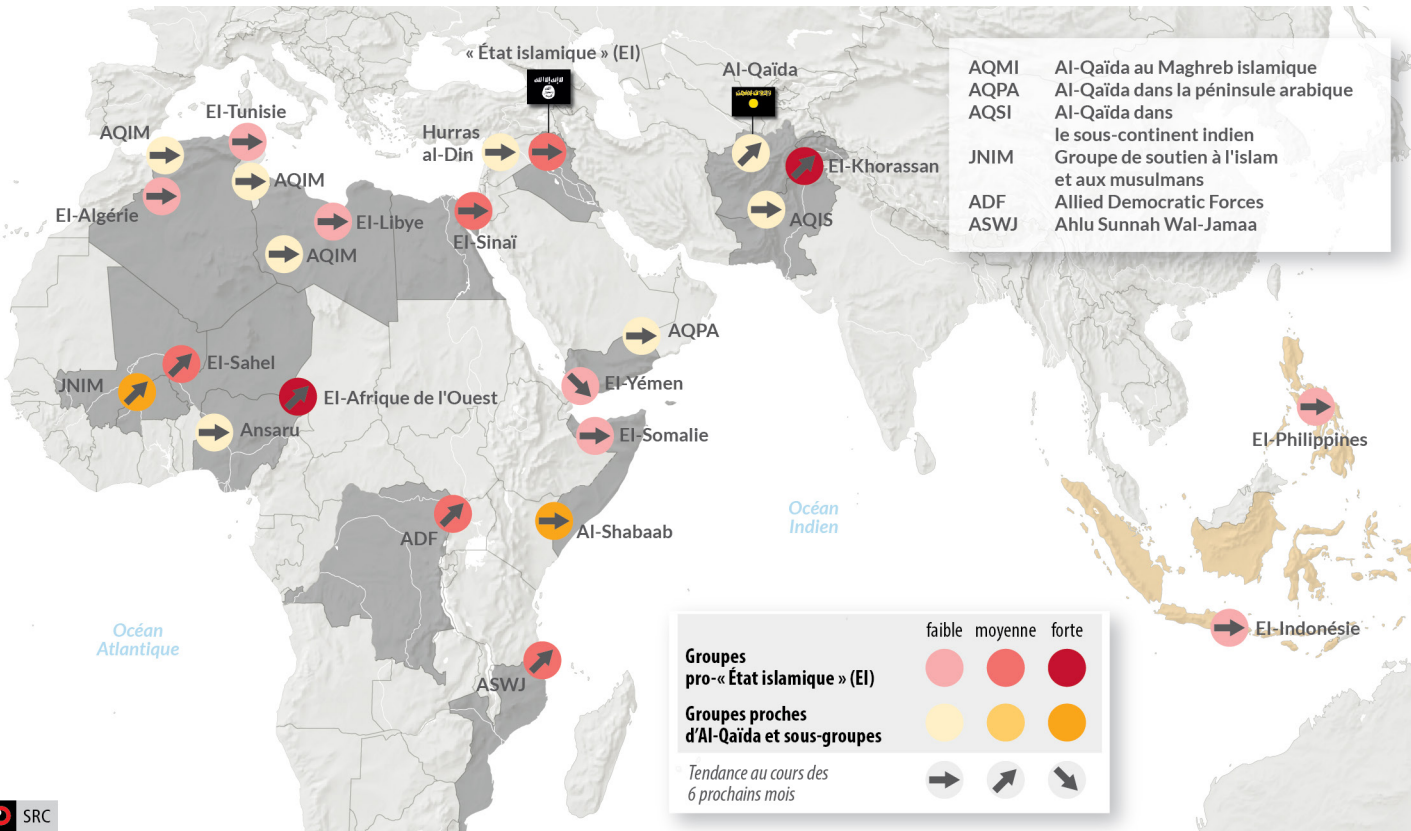
Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) mène en Europe une lutte majoritairement non violente pour la reconnaissance de l'identité kurde dans les régions à population kurde de Turquie, de Syrie et d'Iran. En Suisse, le PKK collecte des fonds, fait de la propagande et de l'endoctrinement, et recrute de nouveaux membres pour étoffer ses effectifs de cadres en Europe et pour participer à la lutte dans les zones peuplées par les Kurdes. Des affrontements violents avec des nationalistes turcs ou des partisans du président Erdogan se produisent en Suisse également. Des représentations turques et des institutions telles que des locaux d'associations et des mosquées constituent des cibles potentielles pour le PKK.

HEZBOLLAH LIBANAIS

Le Hezbollah entretient au sein de la diaspora chiïte libanaise en Suisse un réseau de quelques dizaines de personnes qui soutiennent cette organisation. En novembre 2022, le Conseil fédéral s'est prononcé contre l'interdiction du Hezbollah en Suisse, entre autres parce que les lois en vigueur suffisent pour détecter et sanctionner ses activités illégales. Il est actuellement très improbable que le Hezbollah commette des attaques terroristes en Suisse; le cas échéant, celles-ci viseraient des ressortissants ou des intérêts d'États que l'organisation considère comme hostiles.



Puissance relative des groupes terroristes liés à l'« État islamique » ou à Al-Qaïda dans le monde





PERSISTANCE D'UNE MENACE TERRORISTE DIFFUSE

La menace terroriste reste élevée. Elle devient toutefois plus diffuse, car elle émane de plus en plus d'acteurs qui ne sont que rarement en contact direct avec des groupes djihadistes actifs dans des zones de conflit. Ces individus sont certes souvent inspirés par le djihadisme, mais des problèmes psychiques ou des crises personnelles jouent fréquemment aussi un rôle considérable dans le passage à la violence.

La menace la plus importante émane toujours d'auteurs isolés inspirés par le djihadisme agissant de manière autonome. Souvent, leurs motivations précises ne peuvent pas être déterminées clairement et ils commettent généralement des actes de violence spontanément avec des moyens simples comme des couteaux ou des véhicules. L'utilisation d'armes à feu ou d'explosifs reste également une option réaliste à leur portée. Ce sont en principe des cibles faiblement protégées, comme les grands rassemblements et les lieux affectés aux transports publics, qui sont exposées à cette menace. Celle-ci peut également se traduire dans d'autres scénarios réalistes, tels que des attaques contre des lieux de rassemblement religieux, les forces de sécurité, les politiciens et les représentants de minorités sociales.

« ÉTAT ISLAMIQUE » ET AL-QAÏDA

L'« État islamique » continue de représenter une menace terroriste pour l'Europe dans

la mesure où sa propagande en ligne peut inspirer des partisans agissant de manière autonome à commettre des attentats terroristes dans les pays occidentaux. Ce constat concerne aussi la Suisse. L'« État islamique » a toujours la volonté de planifier ou de perpétrer des attentats en Europe. Il est probable que les capacités de l'organisation centrale de l'« État islamique » en Syrie et en Irak pour ce faire resteront faibles dans les années à venir. En revanche, l'un de ses sous-groupes – l'État islamique en Afghanistan, l'EI-Khorasan – suit depuis 2022 une nouvelle dynamique dont l'impact sur la menace terroriste en Europe au cours des années à venir est jugé plutôt probable. Le cas échéant, il faut tabler en premier lieu sur des scénarios selon lesquels des personnes radicalisées seront inspirées à commettre des actes de violence en Europe.

La menace latente qui émane d'Al-Qaïda se fonde toujours sur la volonté de l'organisation de s'attaquer à des cibles occidentales. Par ailleurs, il est probable qu'Al-Qaïda continuera à profiter de la domination des talibans et pourra utiliser l'Afghanistan comme zone d'opération stratégiquement importante pour l'organisation.

Les sous-groupes et groupes régionaux associés des deux organisations terroristes, en particulier en Asie du Sud ainsi qu'en Afrique de l'Ouest et de l'Est, ont, malgré leur orientation essentiellement régionale, la volonté et la capacité de perpétrer des attentats contre des cibles occidentales ou d'enlever des ressortissants d'États occidentaux. Le terrain local permet à ces groupes régionaux de se maintenir ainsi qu'à certains groupes, en Afrique surtout, de continuer à s'étendre. Même si la Suisse ne représente pas une cible priori-



taire, des ressortissants, des organisations et des entreprises suisses peuvent devenir les victimes de la violence terroriste.

DE MULTIPLES FACTEURS DE RISQUES

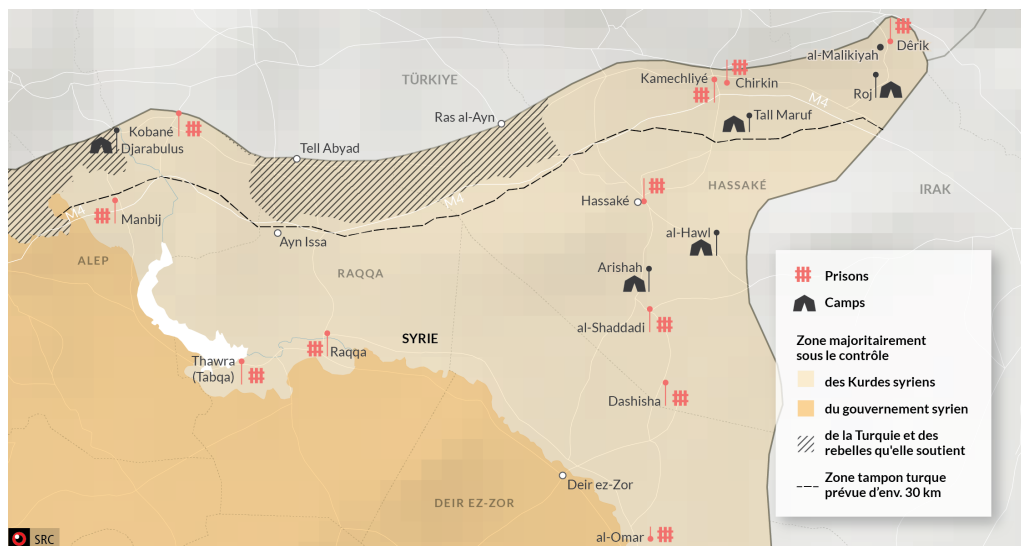
Ce sont surtout les voyageurs du djihad adultes détenus en Syrie et présentant un lien avec la Suisse qui constituent une menace pour la sécurité de notre pays. Selon que ces personnes restent à l'avenir en captivité, sont rapatriées ou parviennent à s'enfuir, cette menace est plus ou moins prononcée. Une détention prolongée pourrait par exemple renforcer leur radicalisation et leur ressentiment envers la Suisse. Leur évasion de prison ou d'un camp pourrait aboutir à un retour incontrôlé en Suisse. En outre, de tels individus, rapatriés dans des pays voisins ou dans des

régions plus éloignées comme les Balkans occidentaux ou le Maghreb, pourraient se rendre un jour en Suisse.

Dans toute l'Europe, le nombre croissant de djihadistes libérés de prison et de personnes qui se sont radicalisées durant leur détention est un facteur de risque permanent. Les individus libérés retournent parfois dans leur environnement antérieur et continuent de propager leurs convictions djihadistes – un phénomène qui s'observe en Suisse également.

La migration vers l'Europe se poursuit et il arrive que des personnes ayant des liens avec le terrorisme abusent des mouvements migratoires pour arriver en Europe, et en Suisse également. La guerre en Ukraine et ses conséquences n'entraînent certes pas d'aggravation directe de la menace terroriste, mais le fait que des djihadistes de différentes régions tirent parti de l'afflux

Nord-est de la Syrie : prisons et camps dans lesquels sont détenus ou rassemblés des combattants et des partisans de l'« État islamique » ainsi que les membres de leurs familles



de réfugiés en provenance d'Ukraine représente un facteur de risque supplémentaire pour l'Europe, la Suisse comprise.

LES MILIEUX ISLAMISTES EN SUISSE

Les milieux islamistes suisses restent hétérogènes et peu organisés, mais une menace pour la sécurité du pays peut à l'avenir émaner d'eux. Certains acteurs enclins à la violence se manifestent notamment par l'intermédiaire d'activités de propagande, mais aussi au moyen d'actions de soutien sur les plans logistique et financier. La propagande djihadiste continue d'être diffusée de manière prononcée dans le cyberspace. Son potentiel de nuisance demeure élevé, favorisant l'émergence de réseaux de sympathisants en Suisse, mais aussi au-delà de la frontière. Chez les jeunes en particulier, des processus de radicalisation peuvent ainsi être amorcés, et cela de plus en plus fréquemment sans qu'aucune rencontre personnelle n'ait eu lieu. Les personnes psychologiquement instables ou socialement isolées sont précisément celles qui peuvent se radicaliser et se laisser inspirer à recourir à la violence ; des événements perçus comme hostiles à l'islam peuvent servir de déclencheurs. Les développements à l'étranger ont également une influence sur les agissements des milieux islamistes en Suisse. Ces derniers ont, par le biais de la diaspora, des liens étroits avec les Balkans occidentaux notamment.

PKK

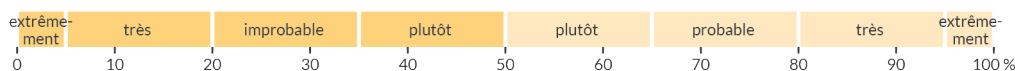
Le PKK va poursuivre sa stratégie en Europe: il renonce en principe à faire usage de violence dans les pays européens et vise ainsi à être retiré de la liste des organisations terroristes de l'UE. En Suisse, le PKK restera actif en matière d'endoctrinement, de recrutement, de financement et de propagande. Ses efforts de recrutement servent en premier lieu à assurer une relève des cadres pour le travail du parti en Europe. Malgré le renoncement de principe à la violence, il est probable que des provocations ou des événements particuliers entraînent des protestations violentes et des débordements sporadiques. Les manifestations organisées en lien avec les festivités du centenaire du Traité de Lausanne, le 24 juillet 2023, pourraient, à cet égard et dans une mesure accrue, constituer une occasion.

HEZBOLLAH

La menace que représente le Hezbollah libanais en Europe et en Suisse résulte des tensions entre Israël et le Hezbollah, d'une part, entre l'Iran et les États que ce pays considère comme hostiles, d'autre part.

Les circonstances qui justifieraient un attentat du point de vue du Hezbollah ne sont aujourd'hui pas réunies, mais la menace qui émane de l'organisation peut rapidement s'accroître.

Échelle de probabilité





EXTRÉMISME VIOLENT





EXTRÉMISME DE DROITE

Les milieux d'extrême droite violents continuent de mener leurs activités principalement sous la forme de rencontres, d'excursions et d'actions de placardage. Ces milieux ont fait usage de violence en cinq occasions en 2022. Un membre connu des milieux d'extrême droite violents a attaqué une personne arbitrairement, la frappant à de multiples reprises à la tête. Le groupe Junge Tat a en outre commis des déprédations matérielles lors d'une action. Dans les trois autres cas enregistrés, l'usage de la violence était de nature défensive, les extrémistes de droite ayant été attaqués dans le cadre de leurs activités.

Les thèmes classiques des milieux d'extrême droite violents sont la glorification du national-socialisme, la haine des étrangers et des minorités ainsi que l'antisémitisme ; la théorie du « grand remplacement » trouve également des défenseurs parmi leurs membres. La jeune génération, en particulier, s'intéresse aux sports de combat, au tir sportif et pratique un culte du corps. Le groupe Junge Tat, précisément, s'intéresse de plus à des sujets d'actualité autour desquels s'articulent ses activités et qu'il instrumentalise pour ses actions dans l'espace public.

Par ailleurs, échappant ainsi à la perception du public suisse, des idées d'extrême droite intégrées dans une propagande incitant particulièrement à la violence sont aussi diffusées sur les réseaux sociaux. Cette idéologie – en relation par exemple avec les écrits de James Mason ou l'accélérationnisme – sont partagées sur des plateformes, des canaux ou dans des groupes éphémères et polymorphes.

De nombreux contacts avec l'étranger sont constatés, tant en ligne qu'entre groupes établis, parfois également sur un plan personnel, voire amical.

EXTRÉMISME DE GAUCHE

Dans le domaine de l'extrémisme de gauche violent, le nombre d'événements de même que le nombre d'événements catégorisés comme violents sont restés stables. Ces milieux organisent des manifestations, commettent des dégâts matériels ciblés, provoquent des incendies, ont recours à des engins explosifs et incendiaires non conventionnels et font usage de violence physique. Les attaques physiques visent en particulier des personnes considérées comme des extrémistes de droite ou les représentants des forces de sécurité lors de manifestations.

Les milieux d'extrême gauche violents poursuivent les activités qu'ils qualifient d'antifascistes. Leurs membres ont accru la pression sur des personnes dont ils considèrent qu'elles sont d'extrême droite, menant à leur encontre des campagnes d'*outing*, causant des dégâts matériels à proximité de leur domicile et s'en prenant, dans certains cas, physiquement à elles. En ville de Berne, les extrémistes de gauche violents ont fait renaître la « Promenade antifasciste » : alors qu'une telle manifestation n'avait plus eu lieu depuis des années, près de 1700 personnes se sont rassemblées pour cette action, entraînant des dégâts matériels à hauteur d'une dizaine de milliers de francs. Des manifestations sur la thématique de l'antifascisme ont également eu lieu dans d'autres villes.



Les milieux d'extrême gauche violents continuent à s'engager avec force pour la cause kurde. En Suisse comme dans le reste de l'Europe, leur soutien se manifeste par des actions dirigées contre des entreprises ou des institutions qui soutiennent prétendument la Turquie ou la guerre contre le peuple kurde. Des manifestations et des événements à caractère informatif destinés à attirer l'attention d'un vaste public sur cette thématique sont également organisés.

Les extrémistes de gauche violents entretiennent aussi d'étroites relations avec des groupes et des personnes de même obédience à l'étranger. Au moyen d'actions et de manifestations, ils se saisissent de thèmes internationaux, à l'instar de la «solidarité avec les prisonniers».

Manifestation contre l'évacuation de la Koch-Areal, Zurich, 18 février 2023.

Illustration 10



EXTRÉMISME MONOTHÉMATIQUE

La désignation «extrémisme monothématique violent» comprend actuellement le traitement des activités des extrémistes Corona violents et des extrémistes de la cause animale violents.

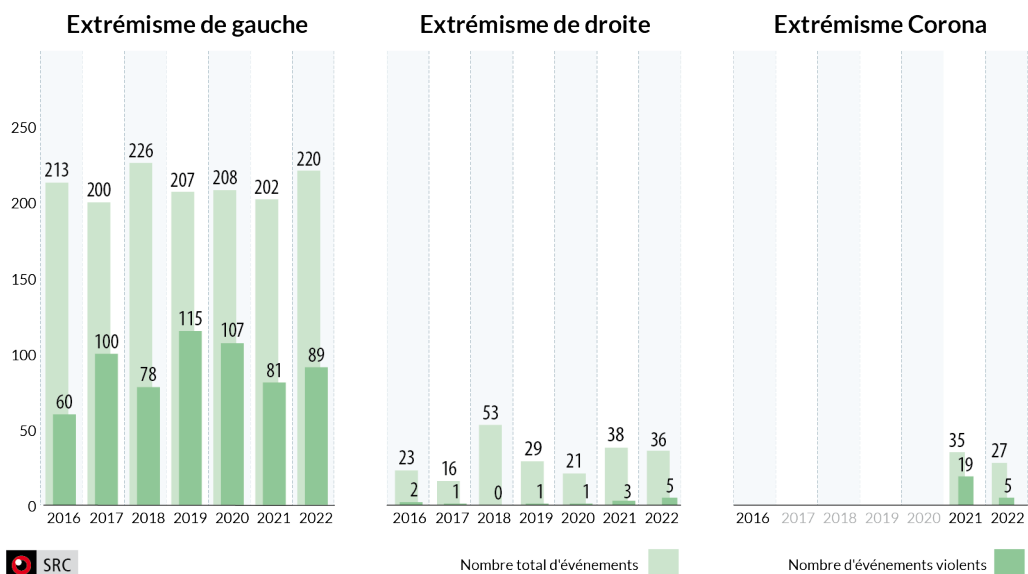
Jusqu'à présent, une corrélation entre les mesures de lutte contre la pandémie et les activités des extrémistes Corona violents a été constatée en Suisse. Il est extrêmement probable que ce lien perdure tant que la réintroduction de mesures contre la pandémie demeure une perspective réaliste pour ces milieux. Avec l'allègement puis la levée définitive des mesures de lutte contre la pandémie de COVID-19 en février 2022, les activités des milieux extrémistes Corona violents ont connu une forte diminution. Un noyau dur reste cependant actif en ligne principalement, avec une attention

tournée vers une palette plus large de thèmes, à l'instar de la guerre contre l'Ukraine, la tenue de l'Ukraine Recovery Conference, ou encore l'Organisation mondiale de la santé et le Forum économique mondial. Il n'y a pour l'instant aucune indication selon laquelle ces milieux sont actifs au sein de réseaux internationaux.

Dans le domaine de l'extrémisme de la cause animale, seuls de rares événements accompagnés de violence sont actuellement relevés. Après que ces milieux ont connu en 2018 un pic d'activités et d'actions violentes, ils ne recourent plus guère à la violence aujourd'hui.

Événements motivés par l'extrémisme violent annoncés au SRC depuis 2016

(sans les graffitis)





EXTRÉMISME DE DROITE

Le potentiel de violence des milieux d'extrême droite violents restera stable au cours des années à venir. Leur motivation à utiliser ce potentiel va cependant augmenter suite à de nombreuses dénonciations et à quelques attaques contre leur intégrité physique. La publicité efficace et professionnelle à laquelle certains groupes recourent renforce l'attrait pour ces milieux et favorise le recrutement.

Dans le domaine de l'extrémisme de droite violent, les personnes qui se sont radicalisées en ligne et qui évoluent en dehors de toute structure représentent la plus grande menace et le plus grand défi pour les services de renseignement.

EXTRÉMISME DE GAUCHE

Il est extrêmement probable que les extrémistes de gauche violents continuent à s'engager en particulier pour l'antifascisme et la cause kurde. Au cours des années à venir, les manifestations et l'engendrement de

dégâts matériels resteront leurs principales formes d'action. Il faut en outre s'attendre à des actes – avec ou sans recours à la violence – dirigés contre des personnes qu'ils considèrent appartenir à l'extrême droite. Cela contraste avec l'expérience de ces dernières années, au cours desquelles la violence directe contre des personnes n'a été employée qu'avec retenue. Les milieux d'extrême gauche continueront toutefois à se sentir provoqués tant qu'une partie des milieux d'extrême droite persistera à revendiquer une place dans l'espace public et dans les débats de société. Ils pourraient ainsi éveiller un intérêt pour l'antifascisme auprès de pans plus larges de la population et, dans ce contexte, s'agissant du scénario le plus extrême, inciter des individus à préparer et à commettre des actes de violence contre des personnes.

L'actualité suisse et internationale, comme l'évolution de la situation dans les régions kurdes, les activités de groupes antagonistes d'extrême droite violents ou encore le sort d'activistes emprisonnés à l'étranger, fournira aux extrémistes de gauche violents une incitation supplémentaire à agir.



EXTRÉMISME MONOTHÉMATIQUE

Les extrémistes Corona violents élargiront leur agenda à des thèmes supplémentaires. Un noyau dur d'extrémistes Corona violents perdurera et intégrera d'autres sujets dans son discours en fonction de l'actualité. Comme dans le cas des débats sur les mesures d'économie d'énergie, il s'agira de thèmes qui permettront d'argumenter que c'est l'État, ou une certaine « élite », qui impose une « dictature ». Cette métamorphose s'accompagnera d'une fluctuation parmi les sympathisants. Il est dès lors probable que l'extrémisme monothématique violent verra apparaître plusieurs courants, caractérisés autant par un faible ancrage thématique que par un mélange d'idéologies et d'objectifs ainsi que par une grande volatilité.

L'accalmie qui marque l'extrémisme de la cause animale violent persistera dans les années à venir. Actuellement, cette thématique est reléguée au second plan, et il est possible que la priorité soit donnée aujourd'hui à la lutte contre le réchauffement climatique. Jusqu'à présent, les activistes du climat n'ont guère eu recours à la violence et ne font donc pas l'objet d'un traitement par le SRC, à l'exception de cas isolés en lien avec de la violence, conformément à la loi sur le renseignement. Si leurs revendications ne devaient pas trouver écho dans le processus politique, il est cependant probable qu'une partie de ces milieux viennent à se radicaliser au cours des prochaines années. Certains franchiront alors la limite de l'usage de la violence.



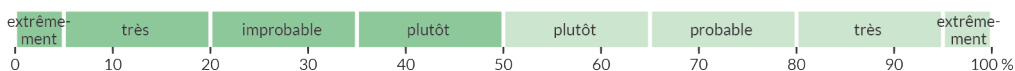
PASSAGE DES MILIEUX EXTRÉMISTES VIOLENTS À DES ACTIVITÉS TERRORISTES

À l'étranger, on constate un nombre croissant d'activités terroristes liées à des motivations d'extrême droite. Sont définies comme telles les actions visant à influencer ou à modifier l'ordre étatique et susceptibles d'être réalisées ou favorisées par des infractions graves ou la menace de telles infractions ou par la propagation de la crainte. Les attentats terroristes à motivations d'extrême droite, comme ceux de 2019 à Christchurch (Nouvelle-Zélande) et à Halle (Allemagne) ou celui de 2020 à Hanau (Allemagne), pourraient se multiplier en Europe et se produire aussi en Suisse.

L'importation de connaissances militaires, acquises par exemple lors de voyages dans les régions kurdes, pourrait également permettre aux milieux extrémistes de gauche violents d'intensifier leur recours à la violence et de planifier ainsi des attaques terroristes en Europe. Il n'existe actuellement aucun indice concret concernant de tels plans en Suisse. Le SRC traite cependant en priorité de telles menaces, appelées à gagner en importance dans les années à venir.



Échelle de probabilité





PROLIFÉRATION





GUERRE CONTRE L'UKRAINE

Au vu de la guerre contre l'Ukraine, le SRC se focalise sur l'identification des biens dont les parties belligérantes pourraient faire un usage militaire sous le coup de sanctions et sur les moyens d'empêcher leur transfert. La Russie en particulier doit mettre en place de nouvelles structures d'acquisition ou solliciter davantage les structures existantes. Les entreprises basées dans les États de l'Union économique eurasiatique apparaissent de plus en plus comme des clients finaux présumés pour des marchandises qui sont ensuite acheminées vers la Russie. Des entreprises privées se servent aussi de la Turquie et de l'Inde à cette fin. L'activité de contrôle doit de ce fait être étendue à des régions qui n'avaient jusqu'alors pratiquement pas été prises en considération.

combat en nombre considérable. Grâce à son rôle de fournisseur d'armement de la Russie, ce pays a gagné en assurance sur le plan de la politique extérieure.

CORÉE DU NORD

Depuis 2019, la Corée du Nord procède à une série d'essais de missiles sans précédent, testant de nombreux missiles balistiques de toutes portées ainsi que des missiles de croisière. L'éventail des engagements a été étendu pour inclure notamment le lancement de missiles depuis des systèmes sous-marins statiques – le sous-marin atomique du pauvre. Coïncidant moins souvent que par le passé avec des dates symboliques, ces essais ne servent pas simplement à développer ce type d'armement ou à faire passer un message politique, mais bel et bien à se préparer au déploiement de ces moyens. La Corée du Nord a formé intensivement son armée à leur manipulation et à leur utilisation. Les exercices organisés par la Corée du Nord parallèlement aux manœuvres conjointes entre les États-Unis et la Corée du Sud le montrent clairement : les tirs de missiles nord-coréens simulent des attaques contre le dispositif mis en place pour les manœuvres au sud. Lorsque c'est possible, plusieurs formations d'engagement nord-coréennes s'exercent dans le cadre de ces opérations.

En partant de l'hypothèse que le but consiste à faire gagner de l'expérience pratique au plus grand nombre possible de formations d'engagement nord-coréennes, la Corée du Nord pourrait dispo-



IRAN

Dans le dossier nucléaire iranien, l'accord sur le nucléaire (Plan d'action global commun, PAGC) est désormais lettre morte. Les parties s'efforcent avant tout de ne pas devoir payer le prix politique de l'échec formel des négociations. Dans les faits, la quasi-totalité des mesures de confiance que cet accord prévoyait sont aujourd'hui caduques. Le programme nucléaire iranien permet techniquement de produire de l'uranium de qualité militaire afin de mettre en œuvre une dissuasion minimale en l'espace de quelques semaines. Dans la guerre contre l'Ukraine, l'Iran s'est rangé du côté de la Russie et lui fournit des drones de

ser de plus de 28 batteries de missiles modernes à carburant solide, ce qui correspondrait à environ un tiers des formations russes équivalentes.

Si la Corée du Nord n'a pas procédé au test nucléaire attendu en 2022, elle a consolidé son statut «non négociable» de puissance nucléaire, tant sur le plan rhétorique que législatif : en 2022, ce principe inscrit dans la Constitution du pays depuis 2012 a été concrétisé sous forme d'une loi comportant des éléments d'une doctrine d'engagement offensive.

INDE ET PAKISTAN

Dans le sous-continent indien, l'Inde et le Pakistan, pays rivaux, ne cessent de développer leurs programmes nucléaires et de missiles. Le Pakistan continue de renforcer ses capacités d'enrichissement de l'uranium et équipe ses sous-marins de missiles de croisière de type Babur capables d'emporter une charge nucléaire, conférant à cet État une capacité de seconde frappe rudimentaire. De son côté, l'armée indienne a testé le missile de longue portée Agni V. Capable d'atteindre des objectifs dans un rayon de 7000 kilomètres, ce missile intercontinental pourrait en principe frapper des cibles dans toute l'Europe.

Attaque simulée contre le dispositif de manœuvre de la Corée du Sud et des États-Unis



- Site de lancement des missiles balistiques nord-coréens
- Cible
- - → Cible simulée



GUERRE CONTRE L'UKRAINE

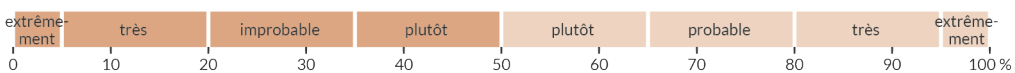
L'industrie russe doit se préparer à une période prolongée d'isolement et d'économie de guerre. Dans le même temps, les dirigeants russes ne peuvent probablement pas se permettre de négliger les besoins de la société civile. Face à ce conflit d'objectifs lié à l'économie de guerre, les forces armées russes éprouveront des difficultés à se constituer une supériorité matérielle écrasante. Compte tenu de ses déficits structurels, notamment dans le domaine de l'électronique et des semi-conducteurs, la Russie tentera d'acquérir une partie des biens occidentaux dont elle a besoin par l'intermédiaire de structures datant pour certaines de l'ère soviétique. Celles-ci impliquent également des États tiers qui entretiennent des relations économiques étroites avec la Russie et lui offrent leur aide pour contourner les sanctions, comme on peut déjà le constater dans le cadre du commerce avec l'Iran, par exemple.

IRAN

Il demeure extrêmement improbable que l'accord sur le nucléaire iranien soit réanimé. Les dirigeants iraniens voudront compenser l'absence de relations avec les États occidentaux par un rapprochement accru avec la Russie en tant que partenaire, ainsi qu'en s'entendant avec la Chine. Bien que l'Iran soit un «État du seuil» nucléaire, rien n'indique que le pays franchira la ligne rouge que représenterait la relance de son programme d'armes nucléaires à moins d'y être contraint. La pression en matière de politique de sécurité fait défaut, et la probabilité qu'un tel programme soit découvert est trop élevée.



Échelle de probabilité



PROLIFÉRATION

Que prévoit le SRC ? 

CORÉE DU NORD

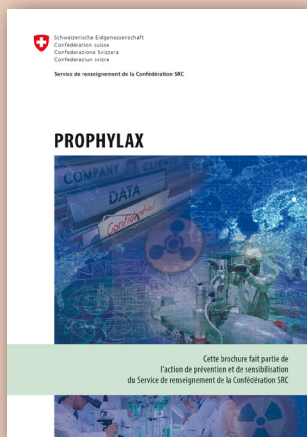
La Corée du Nord maintiendra son programme nucléaire et fera d'autres progrès dans son programme de missiles. Elle ne sera pas prête à entamer des négociations sur le désarmement. Les préparatifs sur la zone d'essai étant terminés, il est très probable qu'elle procède à un essai nucléaire en 2023. La production en série de missiles balistiques pour une éventuelle utilisation dans une guerre de Corée semble satisfaire aux exigences du régime. L'armée nord-coréenne dispose ainsi de missiles à carburant solide de plus en plus précis qui recèlent justement un potentiel de

perturbation important durant la phase initiale d'un conflit armé. Les capacités de la Corée du Nord vont vraisemblablement encore être renforcées par des tiers afin de fixer les forces américaines en cas de conflit autour de Taïwan. Si un tel affrontement devait s'étaler sur la durée et s'étendre à la péninsule coréenne, les parties adapteraient alors leur base industrielle aux nécessités du conflit.

BROCHURES SUR LES CAMPAGNES DE PRÉVENTION ET DE SENSIBILISATION

www.vbs.admin.ch (FR / Sécurité / Recherche de renseignements / Espionnage économique – Documents)

PROPHYLAX



TECHNOPOL



TIEFENRÜSTUNG

(«armement en profondeur»)

La guerre de la Russie contre l'Ukraine est depuis longtemps la première guerre entre deux économies développées disposant d'une base industrielle propre. Les guerres de haute intensité entre nations industrialisées nécessitent une base industrielle et, le cas échéant, sa transformation pour permettre un «armement en profondeur» (concept de *Tiefenrüstung*). Il s'agit là de la mobilisation systématique des ressources économiques d'un État, en particulier de ses moyens de production, pour répondre aux besoins d'un conflit militaire de longue haleine.

Ce concept implique traditionnellement la constitution de réserves de matières premières stratégiques – de nos jours, il peut s'agir aussi de produits semi-finis, comme certains semi-conducteurs – dont l'allocation à des entreprises de production est alors contrôlée. L'objectif est d'assurer autant que possible un approvisionnement autarcique en matières premières, ou d'imposer le contrôle des voies de transport afin d'acheminer les matières premières qui se trouvent en dehors du territoire national. Cette situation se distingue en outre par une standardisation importante de la production, qui s'accompagne d'une rationalisation de celle-ci et d'une division du travail planifiée au sein de l'industrie. La production de biens considé-

rés comme inutiles, à l'instar de certains biens de consommation, est abandonnée et les moyens de production civils libérés sont affectés à la fabrication de produits militaires apparentés.

Dans l'histoire récente, tous les conflits de longue haleine ayant une dimension existentielle ont été remportés par le camp doté de la plus grande puissance économique et ayant fait preuve d'un engagement sans compromis, cela même si le camp qui disposait d'un armement qualitativement supérieur (*Breitenrüstung*) a, dans un premier temps, remporté des succès notables, comme ce fut le cas de l'Allemagne nazie. À long terme, les États ayant privilégié le concept de *Tiefenrüstung* l'emportent sur ceux ayant appliqué celui de *Breitenrüstung*.

Les États-Unis en ont fait l'expérience à trois reprises : durant la guerre de Sécession, la Première Guerre mondiale et la Seconde Guerre mondiale. Leur économie était alors sans rivale, tant sur les plans qualitatif que quantitatif, et doublée d'un marché intérieur largement auto-suffisant. L'émergence de la Chine en tant qu'«atelier du monde» a changé la donne. Si les États-Unis dominent encore l'espace financier, ce constat n'est plus valable dans celui de la production.

Les technologies récentes permettent aussi d'étoffer le concept de *Tiefenrüstung* ou de concevoir de nouvelles solutions à des problèmes demeurés les mêmes. L'un des principaux enjeux consiste toutefois à identifier et éviter les goulots d'étranglement, en particulier durant la phase initiale. Ces goulots d'étranglement peuvent résider dans la disponibilité des matières premières, la logistique, un déséquilibre entre les entreprises de sous-traitance et celles de production finale ou, point central, dans une pénurie de main d'œuvre (qualifiée). Le cas échéant, il est préférable qu'un État puisse non seulement diriger le processus sur le plan administratif, mais aussi intervenir directement.

Les États totalitaires disposent d'un avantage en matière de préparation à une situation de *Tiefenrüstung*, puisqu'un État ayant instauré, par exemple, un système de crédit social peut décider plus spécifiquement quelles personnes demeurent impliquées dans le processus de production et lesquelles sont enrôlées dans les forces armées. La voie à la conversion de la production civile en vue de projets militaires en cas de conflit peut par ailleurs être préparée en temps de paix déjà grâce à la mise en place d'un projet étatique de rapprochement (ou de fusion) des capacités militaires et civiles. Ainsi, les partenaires se connaissent déjà et entretiennent une collaboration de longue date.

Une intelligence artificielle alimentée en permanence en données pertinentes et soutenue par le déploiement progressif des capacités des ordinateurs quantiques se prête également bien à l'optimisation des processus. Toute la chaîne de production d'un pays peut alors en principe être optimisée très rapidement en fonction des objectifs.

Les États libéraux et démocratiques se voient quant à eux contraints, dès la phase initiale du processus visant une situation de *Tiefenrüstung*, de décréter des mesures drastiques qui se trouvent à la croisée de la sécurité et de la liberté et vont de ce fait à l'encontre de leurs propres valeurs. Comme l'industrie et, plus globalement, les ressources de ces États sont moins préparées à l'éventualité d'un affrontement armé, leur conversion pour répondre aux exigences d'un conflit de longue durée peut en outre prendre davantage de temps. S'agissant d'économies de puissance équivalente, cette situation peut constituer un inconvénient majeur.



ESPIONNAGE





PERSISTANCE D'UNE MENACÉE ÉLEVÉE

Pour la Suisse, la menace que représente l'espionnage demeure élevée. Elle émane toujours principalement d'acteurs étatiques, en particulier des services de renseignement de la Russie et de la Chine.

Bien qu'ils restent dominants en matière d'espionnage, les services de renseignement russes actifs à l'étranger ont été affaiblis, voire fragilisés, dans beaucoup de pays d'Europe ainsi qu'en Amérique du nord en 2018 (réaction à la tentative d'assassinat de Sergueï Skripal) et en 2022 (réaction à la guerre contre l'Ukraine). De nombreux membres des services de renseignement russes sous couverture diplomatique ont été expulsés. En Suisse, leur nombre est resté stable: sur les quelque 220 personnes accréditées en tant que membres du personnel diplomatique ou technique/administratif des représentations diplomatique et consulaire russes de Genève et de Berne, il est très probable qu'un tiers au moins travaille encore pour les services de ren-

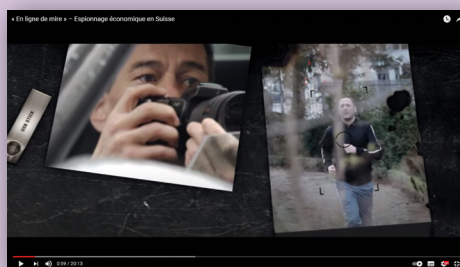
seignement russes. À l'échelle européenne, la Suisse compte parmi les États dans lesquels le plus grand nombre de membres des services de renseignement russes sont déployés sous couverture diplomatique, en raison notamment de la présence sur son sol d'organisations internationales.

La Chine dispose en Suisse de dizaines de membres des services de renseignement actifs sous la couverture d'un poste à l'ambassade ou au consulat. Leur nombre est toutefois considérablement inférieur à celui de leurs homologues russes, même si la Chine emploie davantage de personnel que la Russie dans ses représentations. Il est très probable que les services de renseignement chinois aient davantage recours que les services russes à des couvertures non diplomatiques. Leurs membres se font surtout passer pour des scientifiques, des journalistes ou des hommes et femmes d'affaires.



COURT MÉTRAGE SUR L'ESPIONNAGE ÉCONOMIQUE EN SUISSE

www.vbs.admin.ch (FR/Sécurité/Recherche de renseignements/Espionnage économique)



EN LIGNE
DE MIRE

L'ESPIONNAGE RUSSE EN PÉRIODE DE GUERRE ET DE CONFLIT

En menant une guerre d'agression contre l'Ukraine, le pouvoir russe a rendu le travail de ses services de renseignement plus important, mais aussi plus difficile. Confrontée à des sanctions, à des restrictions de déplacement et de visas, à des expulsions de diplomates, ainsi qu'à une méfiance globalement accrue, la Russie a désormais des besoins plus importants en matière d'acquisition de biens et d'informations via des canaux de renseignement. Les conséquences de la guerre ont cependant aussi compliqué la tâche de l'espionnage russe en Europe :

- Dans certains pays, une grande partie du personnel de renseignement russe a été contraint de quitter le territoire. Il est extrêmement probable que ces membres des services de renseignement déclarés *personae non gratae* et expulsés ne puissent plus être déployés sur le continent européen ces prochaines années. Compenser leurs connaissances culturelles et linguistiques ne sera pas aisé.
- Les membres des services de renseignement chargés de la conduite des sources qui n'ont pas été expulsés feront face à une méfiance accrue lorsqu'ils déclareront être des diplomates russes. Il est donc très probable qu'ils éprouvent de plus grandes difficultés à recruter de nouvelles sources. Il se pourrait également que la guerre ait eu un effet dissuasif pour certaines des sources existantes et que ces dernières aient décidé de moins s'engager ou de prendre leurs distances avec leur officier traitant.
- Les restrictions de déplacement et de visas ont également rendu le travail des services de renseignement russes plus ardu. Depuis la suppression des liaisons directes entre les villes russes et européennes, des détours sont généralement nécessaires pour voyager dans les États Schengen. L'exemption de visa pour les séjours de moins de trois mois dans l'espace Schengen a par ailleurs été supprimée pour les personnes titulaires d'un passeport diplomatique russe. Le personnel des services de renseignement qui dispose d'un passeport diplomatique ne peut quant à lui plus non plus se rendre dans l'espace Schengen sans visa.

La guerre contre l'Ukraine offre en revanche aux services de renseignement russes la possibilité d'infiltrer un plus grand nombre de leurs collaborateurs en Europe en tant que réfugiés. Il est probable que le grand nombre de réfugiés puisse permettre à certains membres des services de renseignement de voyager sans être repérés et d'être admis à titre temporaire. Néanmoins, leur statut de réfugié ne leur permet pas d'évoluer dans les mêmes cercles que des personnes au bénéfice d'une accréditation diplomatique et ne leur confère généralement pas les mêmes accès. Ce stratagème ne constitue donc pas une alternative valable, du moins pendant les premières années.



ACTIONS DE L'IRAN CONTRE LA DIASPORA

Outre la guerre en Ukraine, le mouvement de contestation en Iran a également des répercussions en Europe dans le domaine de l'espionnage. Les services de renseignement iraniens espionnent déjà depuis longtemps les ressortissants iraniens exilés qu'ils considèrent comme influents. Nombre de ces réfugiés résident depuis des années, voire des dizaines d'années, en Europe, y compris en Suisse. L'espionnage de sa diaspora par l'Iran pourrait s'être encore intensifié sous l'effet de la récente vague de protestations dans ce pays. Il est très probable que la majeure partie des activités des services iraniens en Europe est dirigée contre la diaspora iranienne ainsi que contre les représentations d'États considérés comme des ennemis, dont Israël.

AUTRES ACTIVITÉS CLANDESTINES DE PUISSANCES ÉTRANGÈRES

Au-delà de l'espionnage, les services de renseignement russes, chinois, iraniens et ceux de quelques autres pays sont également connus pour toute une série d'activités allant du harcèlement, de l'intimidation d'opposants ou d'employés d'ambassade et de l'ingérence politique aux enlèvements, attentats et actes de sabotage, en passant par l'acquisition de biens critiques faisant pour certains l'objet de sanctions. À mesure que la guerre en Ukraine se prolonge et que les relations avec l'Europe se détériorent, il est très probable que la Russie se montre moins réticente à mener des opérations clandestines toujours plus nombreuses et plus violentes en Europe.

Il est possible que les services russes ne mènent pas toujours eux-mêmes de telles opérations: dans certains cas, il est probable qu'ils se contentent de piloter ou de commanditer l'usage de la violence. L'exécution des opérations est confiée à des acteurs non étatiques favorables à la Russie qui peuvent être issus de l'extrémisme violent, du terrorisme ou du crime organisé.

Les activités des services de renseignement chinois et iraniens en Europe sont principalement dirigées contre leur diaspora respective. Il est probable en effet que la Chine et l'Iran accordent une plus grande importance que la Russie au contrôle de ces communautés. La surveillance, le contrôle et l'influence des Chinois à l'étranger relèvent de l'État et du Parti communiste chinois. En Suisse comme dans d'autres États, ces activités passent non seulement par des canaux officiels, mais aussi par la participation active de nombreuses associations et organisations politiques, économiques et culturelles chinoises à la vie du pays. Ces mêmes réseaux sont aussi employés par les forces de sécurité chinoises – police ou services de renseignement – à des fins de renseignement.

En ce qui concerne les activités clandestines de puissances étrangères en Suisse, le SRC atteint rapidement ses limites juridiques. Il reçoit régulièrement des informations qui relèvent moins de l'espionnage que d'activités d'influence, par exemple. Dans la plupart des cas, il n'est pas autorisé à donner suite à ces indices lorsqu'ils concernent le territoire de la Suisse et ne présentent pas de lien direct avec l'espionnage.



LA SUISSE AU CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU

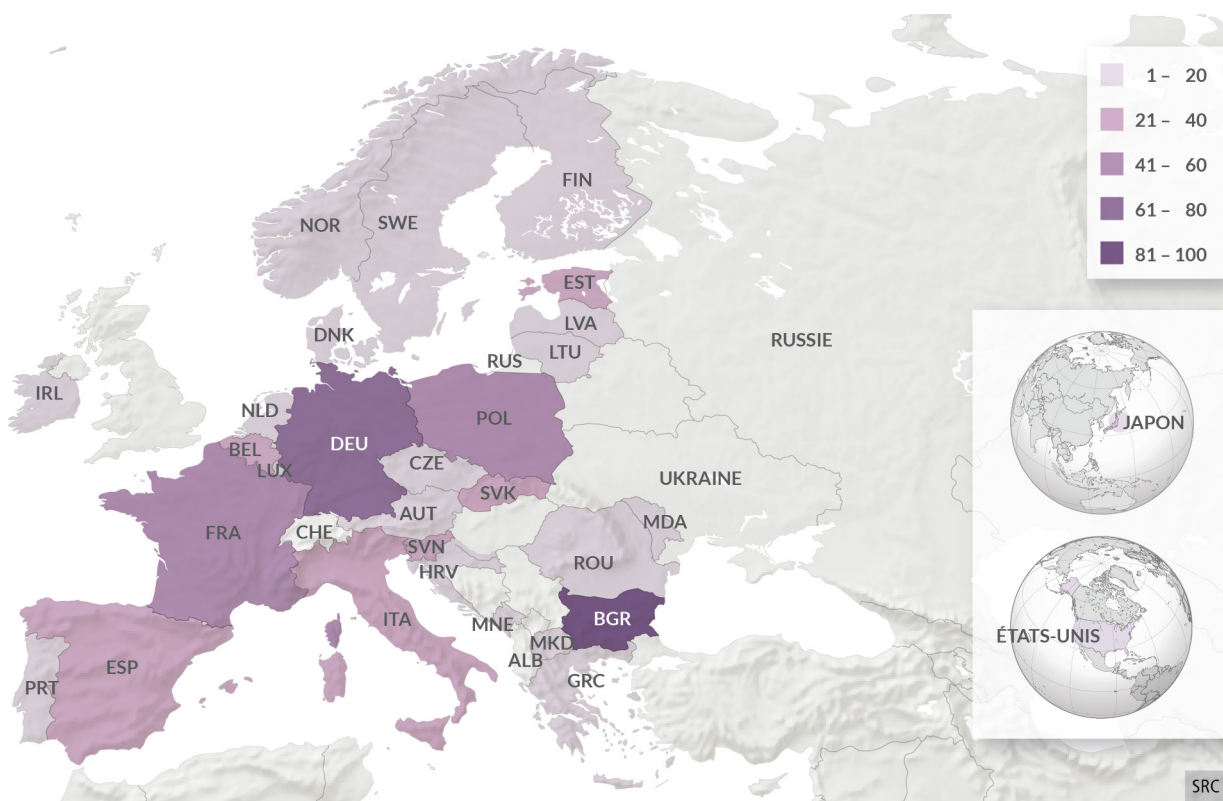
La menace liée à l'espionnage qui pèse sur les organisations et les négociations multilatérales doit être considérée comme fondamentalement élevée. L'ONU, ses organes – le Conseil de sécurité en particulier – et les représentations accréditées en Suisse comptent parmi les acteurs les plus touchés. Il est extrêmement probable que le mandat de la Suisse au Conseil de sécurité de l'ONU en 2023/2024 accentue la menace de l'espionnage pour les personnes, organisations et unités administratives suisses œuvrant dans le cadre de l'ONU et de ses organes. De même, il est très probable que les personnes qui gèrent les dossiers et les thématiques abordés par le Conseil de sécurité de l'ONU, et qui contribuent aux décisions et les défendent au

sein des organes internes et à l'extérieur soient particulièrement touchés. Cependant, il est très probable que la menace n'émanera que d'un petit nombre d'États, puisque la plupart de ceux représentés à l'ONU n'auront ni la capacité ni l'intention d'espionner les entités suisses de manière constante, systématique et approfondie.

ESPIONNAGE RUSSE, IRANIEN ET CHINOIS

Ces prochaines années, le SRC ne s'attend à aucun changement majeur en ce qui concerne la taille des effectifs des acteurs de l'espionnage ainsi que leurs cibles et méthodes. La Russie continuera d'éprouver des difficultés à opérer dans la plupart des États occidentaux. En Suisse, il est très probable néanmoins que les services de renseignement russes disposent d'une

Nombre de personnes travaillant dans les représentations russes qui ont été expulsées depuis le début de la guerre contre l'Ukraine, pour autant que ces expulsions aient été communiquées publiquement



plus grande marge de manœuvre compte tenu de leur présence importante. Leurs possibilités, et donc en partie l'ampleur des activités d'espionnage russes, dépendent toutefois des décisions des gouvernements occidentaux, qui peuvent imposer des sanctions affectant également les services russes. Face aux durcissements des sanctions, les services russes pourraient se voir contraints de faire passer plus fréquemment leurs officiers de renseignement pour des ressortissants de pays tiers, de recruter des agents non russes et de travailler avec des services de renseignement d'États favorables à la Russie ou dépendants de celle-ci.

Concernant l'Iran, les développements récents marqués par des troubles sociaux et des violences suggèrent que l'espionnage iranien aura plutôt tendance à s'intensifier en Europe tant qu'il n'est pas affaibli par des sanctions comparables à celles qui ont été adoptées contre la Russie. Sur la base des expériences passées, le pouvoir iranien accorde, en Iran comme à l'étranger, une grande importance à l'identification et au contrôle des personnes qui pourraient mettre en péril le régime.

Dans l'ombre de la guerre en Ukraine et des protestations en Iran – deux événements très médiatisés – l'espionnage chinois risque de s'étendre en Europe. Son potentiel est loin d'être épuisé, d'autant que les services de renseignement chinois disposent de moyens techniques, humains et financiers très conséquents. Avec la montée en puissance de la Chine sur la scène internationale et la constitution toujours plus marquée de blocs, les services chinois gagnent en importance et sont dotés en

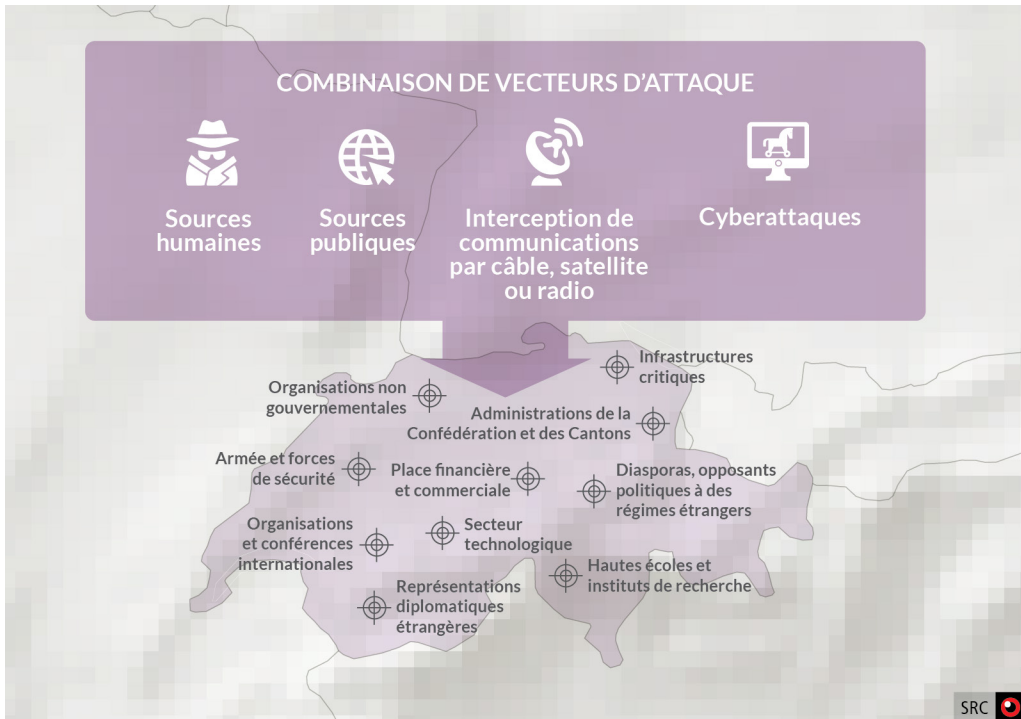
conséquence. Une augmentation de leurs activités d'espionnage en Suisse au fil des ans est donc très probable.

DAVANTAGE DE DONNÉES, D'EXPLORATION TECHNIQUE ET D'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

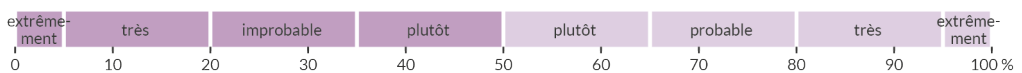
La numérisation entraîne la transmission et le traitement de quantités de données toujours plus importantes. Cette tendance est suivie par les services de renseignement du monde entier. Dans les années à venir, de nombreux services de renseignement miseront toujours davantage sur des capacités fondées sur l'apprentissage automatique (machine learning) et l'intelligence artificielle afin de traiter efficacement de grandes quantités de données. Pour les États démocratiques respectant les principes de l'État de droit, cela signifie notamment que le législateur et les organes de surveillance devront se pencher rapidement et de manière approfondie sur l'utilisation de ce type de capacités.

Les services de renseignement auront par ailleurs tendance à investir encore davantage dans leurs capacités techniques pour accéder à ces données sur leur territoire comme à l'étranger. Les entités gérant des données particulièrement abondantes et sensibles – prestataires financiers, administrations publiques et infrastructures critiques, mais aussi entreprises, hôtels par exemple – devraient constituer des cibles privilégiées. On peut y ajouter les entreprises de technologie qui proposent des réseaux sociaux, des prestations de communication, des moteurs de recherche, voire des services de télésurveillance, et qui collectent les informations des utilisateurs.

Vecteurs d'attaques et cibles d'espionnage en Suisse



Échelle de probabilité





MENACE CONTRE LES INFRASTRUCTURES CRITIQUES





DEUX DÉVELOPPEMENTS DANS LE DOMAINE CYBER

Dans le domaine cyber, la menace qui pèse sur la sécurité des infrastructures critiques est actuellement marquée par deux développements :

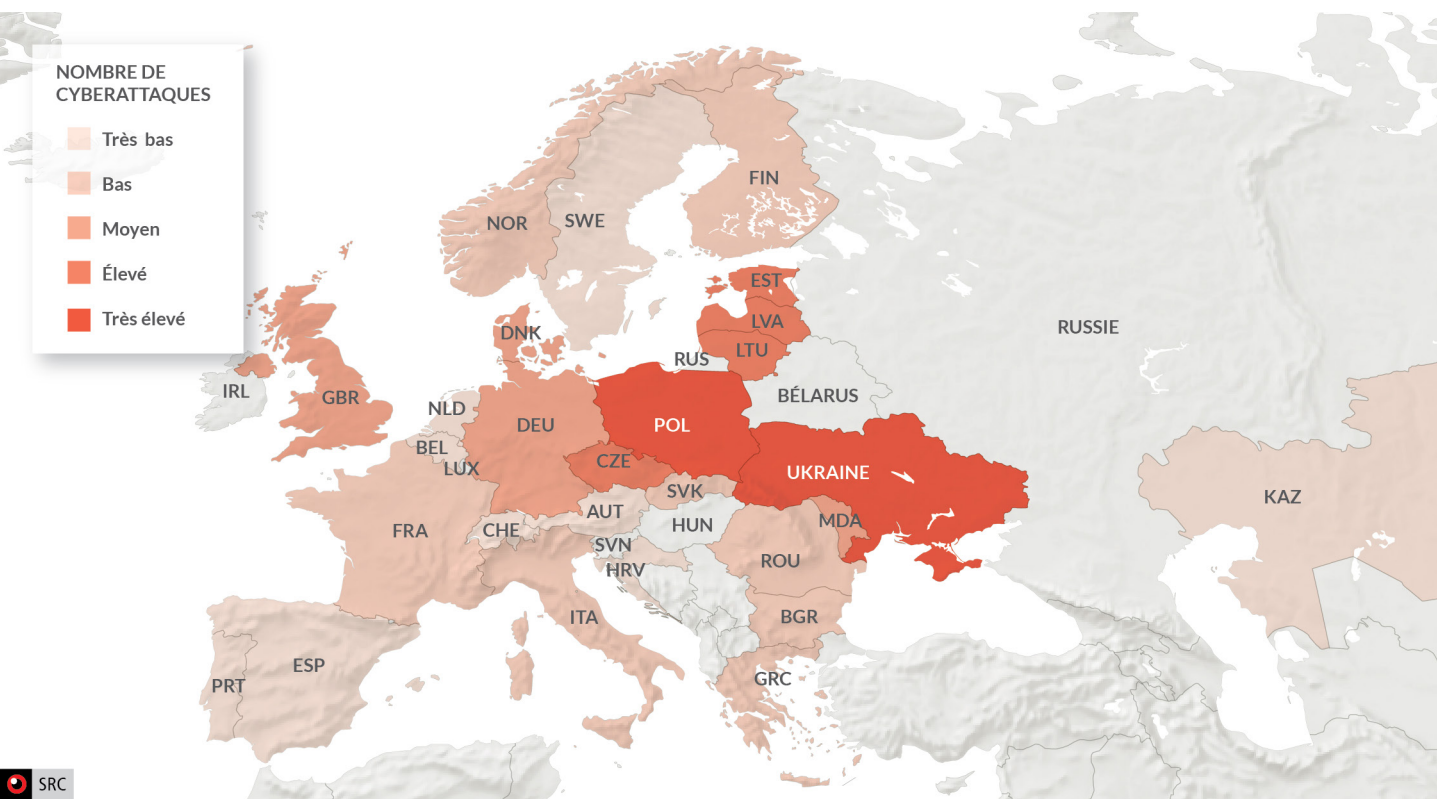
- La guerre contre l'Ukraine représente une menace aux conséquences parfois mondiales pour les infrastructures critiques. Même en dehors de la zone de conflit, ces dernières peuvent en subir les répercussions, du moins indirectement.
- Les exploitants d'infrastructures critiques sont de plus en plus concernés par les infections par rançongiciel. En parallèle, la surface d'attaque augmente en raison de l'interconnexion et de la complexité croissantes des chaînes d'approvisionnement.

ENSEIGNEMENTS CYBER DE LA GUERRE CONTRE L'UKRAINE

Bien que la guerre contre l'Ukraine n'ait pas réellement eu de répercussions sur le cyberspace de la Suisse et d'autres pays, certaines leçons peuvent déjà être tirées pour 2023. Ce conflit montre en effet à quels niveaux les instruments cyber peuvent être déployés ainsi que leurs limites :

- Dans le cadre de la guerre contre l'Ukraine, les instruments cyber servent avant tout à des opérations d'information ou des attaques tactiques visant des moyens de communication utilisés essentiellement à des fins militaires.
- Les cyberattaques sont lancées en parallèle d'attaques cinétiques pour accroître l'impact de celles-ci. Ainsi, des moyens cyber peuvent servir à perturber brièvement les communications ou l'infra-

Cyberattaques menées par des hacktivistes durant la première année de la guerre (attaques affectant la disponibilité/DDoS)



structure d'organisations d'intervention d'urgence au sein d'une zone ciblée, ce dans le but de ralentir les secours en aval.

Les cyberattaques menées à grande échelle contre des infrastructures ne produisent néanmoins guère d'effet à long terme dans ce conflit, et les bombes sont ici souvent plus efficaces. Les dommages collatéraux causés par des attaques informatiques sont néanmoins difficiles à maîtriser. Il existe également un risque d'effets de débordement incontrôlés (spillover effects); jusqu'à présent, ce genre de répercussions ont été limitées à quelques incidents isolés au début de l'invasion. Des attaques physiques ont en revanche été observées, telles que des sectionnements de câbles sous-marins ou le sabotage des gazoducs Nord Stream. Lorsqu'ils ont lieu en dehors de la zone de guerre, il est souvent difficile,

voire impossible, d'attribuer clairement la responsabilité de tels incidents.

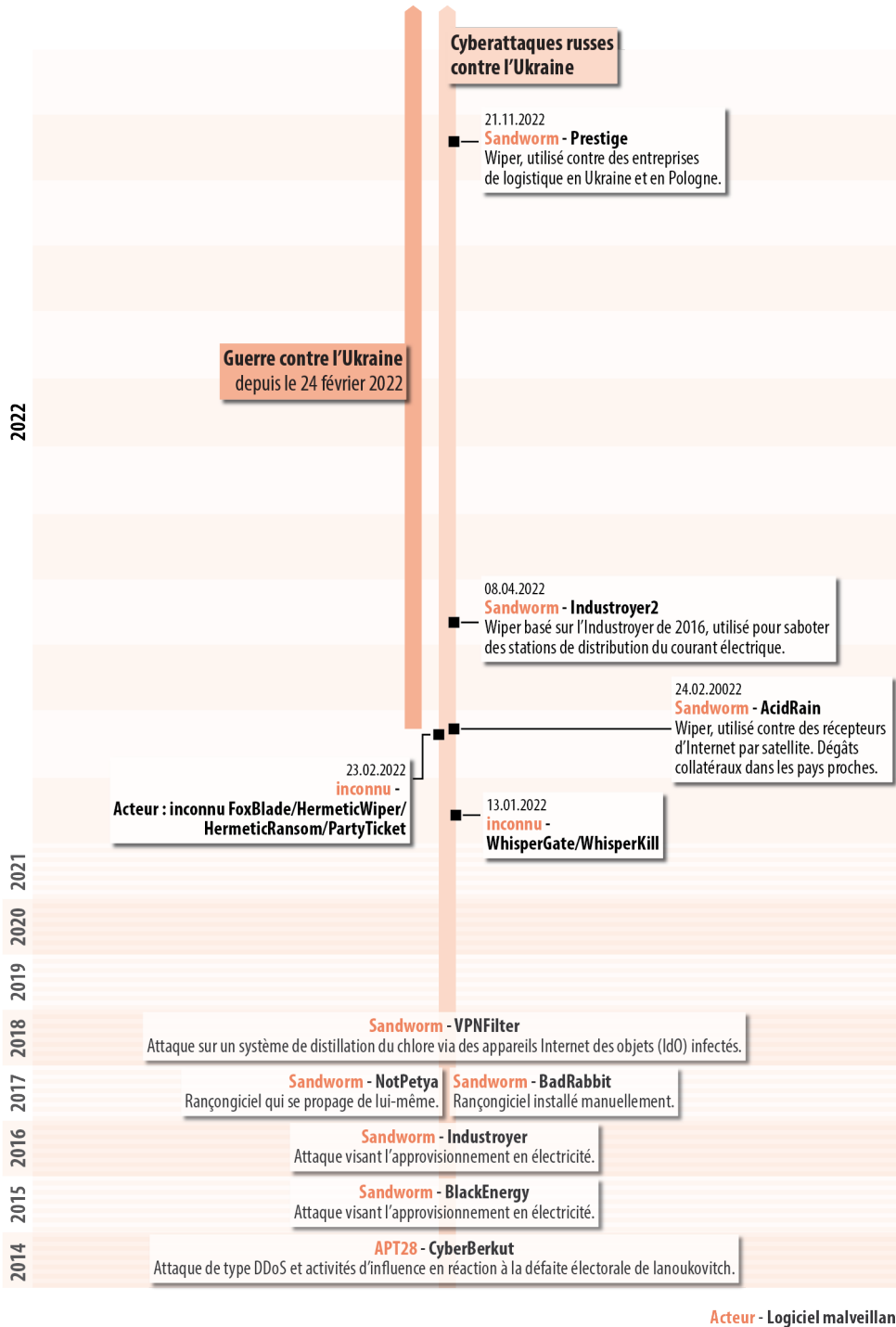
Il faut s'attendre à ce que les activités de renseignement gagnent encore en intensité. En fonction des intérêts de leurs auteurs, celles-ci peuvent également toucher des exploitants d'infrastructures critiques. Ces activités sont généralement à mettre sur le compte d'un besoin accru en informations sur la partie adverse, mais elles peuvent aussi faire office de mesures compensatoires pour l'attaquant en cas de diminution des effectifs de ses services de renseignement dans les pays concernés.

Dans l'environnement des parties belligérantes, des groupes se sont formés pour défendre leur infrastructure respective, mais surtout pour nuire à l'adversaire dans le cyberspace. L'Ukraine a officiellement

Attaques de cybersabotage menées par des acteurs étatiques durant la première année de la guerre



Aperçu des cyberattaques contre l'Ukraine



lancé un appel à intégrer l'armée informatique du pays, l'*IT Army of Ukraine*. Parallèlement, des groupes proches de la Russie, comme Killnet, se sont formés. Ces acteurs non étatiques représenteront à l'avenir également une menace, notamment pour les infrastructures critiques. N'étant pas toujours sous le contrôle direct de l'une des parties belligérantes, ils choisissent en effet leurs cibles par eux-mêmes.

ATTAQUES PAR RANÇONGICIEL

Toujours en lien avec le déclenchement de la guerre contre l'Ukraine, le SRC a observé une diminution momentanée du nombre de signalements d'attaques par rançongiciel contre les entreprises et les fournisseurs de prestations critiques. Deux facteurs pourraient expliquer cette accalmie :

- Les groupes réunissant à la fois des Russes et des Ukrainiens se sont divisés, leurs membres s'attaquant parfois même les uns les autres.
- Plusieurs groupes ont commencé à s'engager dans le conflit, interrompant ainsi leurs activités habituelles.

Le nombre d'attaques par rançongiciel motivées financièrement a de nouveau augmenté au deuxième trimestre 2022. Leurs auteurs ont bien souvent atteint leur objectif, comme ce fut le cas lors des attaques contre l'administration du Costa Rica et contre une commune allemande. L'état d'urgence a dû être déclenché dans les deux cas. La recrudescence de ces attaques montre que les groupes qui tentent d'extorquer de l'argent au moyen de rançongiciels se sont désormais reconstitués et consolidés. Le nombre d'attaques a retrouvé son niveau d'avant le début de la guerre contre l'Ukraine. Pour ce qui est des éventuelles sanctions, les enquêtes des autorités de poursuite pénale se compliquent dès lors que les auteurs des délits se trouvent en Russie.





MENACE ÉLEVÉE POUR LES INFRASTRUCTURES CRITIQUES

Pour ce qui est des infrastructures critiques, la menace émanant de groupes criminels désireux d'extorquer de l'argent en utilisant des rançongiciels et en se procurant des données sensibles demeure élevée. Ces groupes choisissent avant tout leurs victimes de manière opportuniste, sans se soucier des conséquences que peut avoir la défaillance d'une infrastructure critique. L'expérience montre que les secteurs déjà considérés comme à risque, comme celui de l'énergie, sont particulièrement visés.

D'une manière générale, le développement de la numérisation, au niveau notamment des chaînes d'approvisionnement, offre aux acteurs criminels ou étatiques de nouvelles possibilités d'attaque, en particulier contre les exploitants d'infrastructures critiques. Au regard de la guerre contre l'Ukraine, une menace directe contre la Suisse à des fins de sabotage reste très improbable, mais la menace d'attaques par des acteurs criminels pouvant également entraîner des perturbations reste élevée.

res sont susceptibles d'entraîner la perturbation, la défaillance partielle ou même la limitation temporaire de services essentiels. Une menace directe en lien avec la guerre en Ukraine demeure très improbable.

Le problème principal demeure le même, à savoir les activités des acteurs non étatiques engagés dans le conflit. La menace que celles-ci représentent et leur caractère imprévisible ne doivent pas être sous-estimés, même si ces acteurs se sont jusqu'à présent plutôt fait remarquer par leurs revendications que par leurs actions concrètes.

La Suisse s'engage depuis plusieurs années, dans le cadre de divers efforts internationaux déployés notamment par l'ONU, l'OSCE et d'autres organisations en faveur du respect de normes imposant un comportement responsable des États dans le cyberspace, dont la primauté du devoir de diligence, c'est-à-dire l'obligation pour tout État de ne pas laisser utiliser son territoire à des fins d'attaques criminelles ou étatiques contre des infrastructures critiques, et de lutter contre de telles attaques. Le respect de telles normes et l'insistance sur celles-ci resteront une priorité compte tenu des défis et menaces pour les infrastructures critiques qui émanent d'acteurs étatiques et non étatiques.

RÉPERCUSSIONS DE LA GUERRE CONTRE L'UKRAINE

Les potentiels effets de débordement résultant d'actions étatiques isolées dans le cadre de la guerre contre l'Ukraine entraînent indirectement une aggravation de la menace pour les infrastructures critiques. Dans ce contexte, les infrastructures critiques de la Suisse ne sont certes pas les cibles principales, mais des phénomènes de dépendance envers certains prestatai-

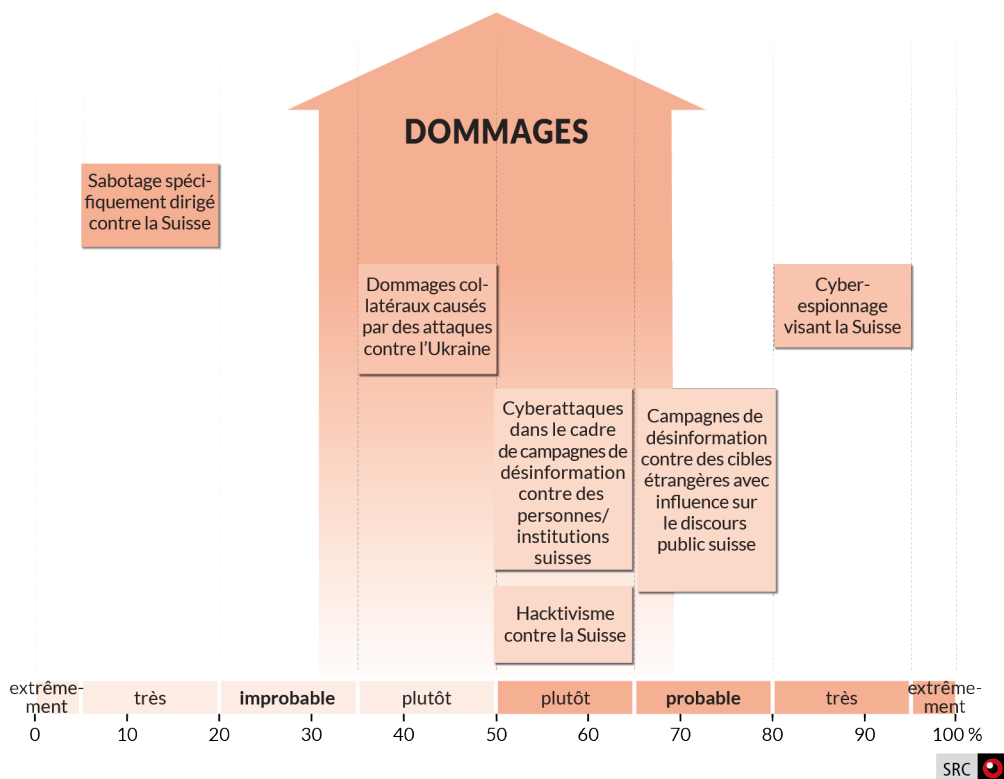
On ignore comment réagirait un État si un tel groupe venait à endommager ses infrastructures critiques. Bien qu'ils ne soient pas officiellement parties au conflit, ces groupes y sont impliqués au moins indirectement, et il est parfois difficile d'évaluer dans quelle mesure ils sont réellement indépendants des belligérants. Cette situation complique l'attribution d'un acte à un

acteur en particulier et peut entraîner des erreurs, voire une escalade. L'OTAN souligne qu'une cyberattaque réussie contre l'infrastructure critique d'un État membre pourrait entraîner un devoir d'assistance collective tel que le prévoit l'article 5 du traité de l'Atlantique nord.

DES ATTAQUES CINÉTIQUES CONTRE DES INFRASTRUCTURES CRITIQUES RESTENT POSSIBLES

Si la plupart des cyberattaques constatées sont motivées financièrement, d'autres raisons peuvent également en être à l'origine : l'extrémisme violent, le terrorisme, les activités de renseignement ou la politique de puissance par exemple. Les auteurs de ces actes poursuivent ainsi des objectifs d'une autre nature, qui peuvent même déboucher sur des opérations de sabotage. La menace qui pèse sur les infrastructures critiques n'est donc pas uniquement numérique : celles-ci peuvent également faire l'objet d'attaques physiques, motivées par l'une ou l'autre des causes précitées.

Conséquences possibles de la guerre en Ukraine pour la Suisse dans le domaine cyber





CHIFFRES ET ÉLÉMENTS CLÉS 2022



Destination Statement du SRC

***Nous apportons des contributions
déterminantes à la détection
précoce et à la prise de décisions
en matière de politique de sécurité,
à la protection de la sécurité
intérieure et extérieure de la Suisse
et à la sauvegarde des intérêts
internationaux en matière de sécurité.***

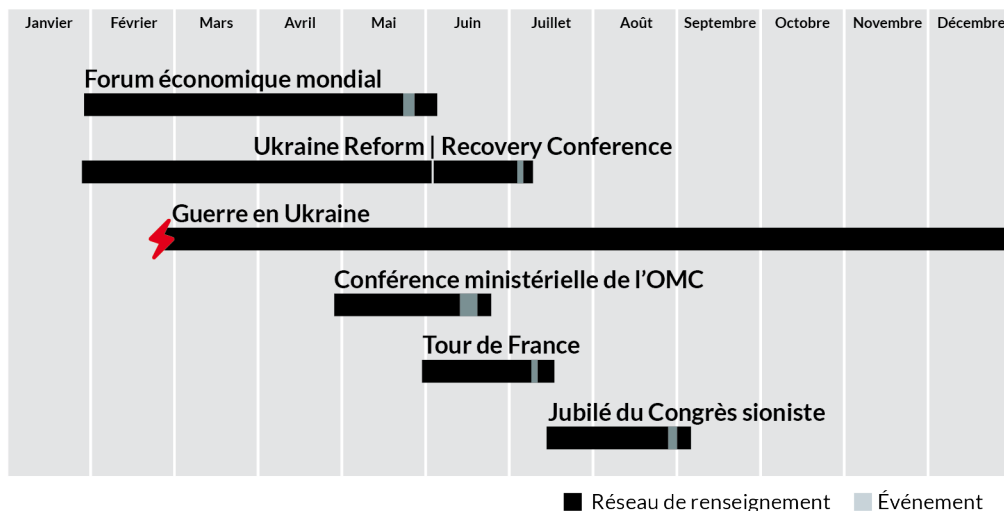
APPRÉCIATIONS DE LA SITUATION

**La Suisse a besoin du SRC, car ...
...le SRC identifie les menaces importantes
qui pèsent sur la Suisse et en rend compte.**

Les rapports d'appréciation de la situation du SRC sont remis au Conseil fédéral du SRC, à d'autres décideurs politiques et aux services compétents au sein de la Confédération et des cantons, aux décideurs militaires ainsi qu'aux autorités de poursuite pénale. Ces destinataires, à leur demande ou à l'initiative du SRC, reçoivent périodiquement, spontanément ou dans des délais établis, des informations et des connaissances, sous forme orale ou écrite, concernant tous les domaines couverts par la loi fédérale sur le renseignement (LRens) et en application de la mission de base classifiée du SRC.

Réseau de renseignement

En 2022, le SRC a apporté son soutien aux cantons au moyen de six réseaux de renseignement dirigés par son Centre fédéral de situation.



RAPPORTS OFFICIELS

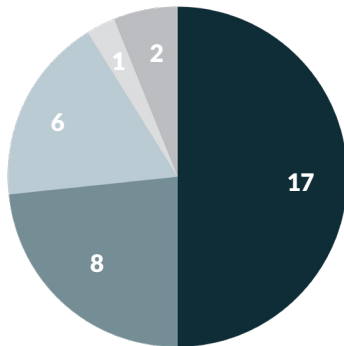
La Suisse a besoin du SRC, car ...

... le SRC remet aux autorités compétentes des informations non classifiées pour leur utilisation dans des procédures pénales et administratives.

En 2022, il a ainsi remis 17 rapports officiels au Ministère public de la Confédération et 17 rapports officiels à d'autres autorités fédérales telles que l'Office fédéral de la police, le Secrétariat d'État aux migrations ou le Secrétariat d'État à l'économie (sans les compléments aux rapports officiels déjà existants).

Rapports officiels remis aux autorités fédérales selon les domaines

Total 34



- Terrorisme
- Extrémisme violent
- Espionnage
- Prolifération
- Non consacrés exclusivement à l'un de ces thèmes

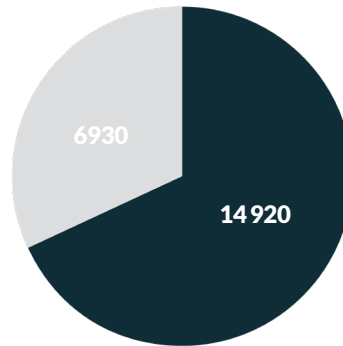
COOPÉRATION INTERNATIONALE

La Suisse a besoin du SRC, car ...

... le SRC travaille avec des autorités étrangères qui accomplissent des tâches au sens de la LRens. À cet effet, le SRC représente entre autres la Suisse dans des organismes internationaux.

Le SRC échange des informations avec plus d'une centaine de services partenaires de divers États et avec des organisations internationales, par exemple avec les services compétents de l'ONU et les institutions et services de l'UE qui s'occupent de questions de politique de sécurité.

Échange d'informations avec les services partenaires



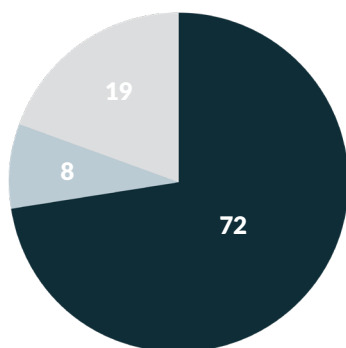
- Communications en lien avec les tâches du SRC reçues de la part des services partenaires étrangers
- Communications transmises aux services partenaires étrangers

PROGRAMME DE SENSIBILISATION

La Suisse a besoin du SRC, car ...
...le SRC mène, en collaboration avec les cantons, des programmes destinés à la sensibilisation aux activités illégales en matière d'espionnage et de prolifération.

Dans le cadre du programme de sensibilisation Prophylax, le SRC prend contact avec des entreprises. Il mène un travail similaire dans des hautes écoles, des instituts de recherche ainsi que dans des offices fédéraux dans le cadre du module de sensibilisation Technopol.

Entretiens et sensibilisations Total 99



- Entretiens et sensibilisations avec des entreprises
- Sensibilisations dans les hautes écoles, etc.
- Sensibilisations diverses

Cinq défis pour les services de renseignement

Capacités d'adaptation et d'apprentissage



Environnement international complexe



Avancées technologiques exponentielles



Évolution du cadre législatif



Transformation des métiers traditionnels du renseignement



Méthodes agiles de gestion de l'organisation

MESURES DE RECHERCHE SOUMISES À AUTORISATION

La Suisse a besoin du SRC, car...

...le SRC peut, en cas de menace grave et imminente dans les domaines du terrorisme, de l'espionnage, de la prolifération, des attaques visant des infrastructures critiques ou pour la sauvegarde d'autres intérêts nationaux importants au sens de l'article 3 LRens, ordonner des mesures de recherche soumises à autorisation.

Les mesures de recherche soumises à autorisation sont régies par les articles 26 ss LRens. Elles doivent être autorisées par le Tribunal administratif fédéral et avalisées par la cheffe du Département fédéral de la défense, de la protection de la population

et des sports après consultation du chef du Département fédéral des affaires étrangères et de la cheffe du Département fédéral de justice et police.

Les mesures de recherche soumises à autorisation sont autorisées pour une durée maximale de trois mois. À échéance de ce délai, le SRC peut faire une demande motivée de prolongation pour trois mois supplémentaires au maximum. Les mesures sont soumises au strict contrôle de l'Autorité de surveillance indépendante des activités de renseignement et de la Délégation des Commissions de gestion.

Mesures autorisées et avalisées

Tâches (art. 6 LRens)	Opérations	Mesures
Terrorisme	1	3
Espionnage	2	71
Prolifération NBC	0	0
Attaques visant des infrastructures critiques	1	18
Total	4	92

Personnes concernées par ces mesures

Catégorie	Nombre
Personnes ciblées	12
Tiers (art. 28 LRens)	1
Personnes inconnues (par ex. uniquement numéro de téléphone connu)	13
Total	26

Méthode de comptage

- Chaque prolongation autorisée et avalisée d'une mesure (possible plusieurs fois pour chaque fois trois mois au maximum) est comptée comme une nouvelle mesure, car toute prolongation doit être à nouveau demandée et motivée dans le cadre de la procédure ordinaire.
- Les opérations ainsi que les personnes concernées ne sont par contre comptées qu'une fois par année, cela également dans le cas où des mesures sont prolongées.

EXPLORATION DU RÉSEAU CÂBLÉ

La LRens prévoit également que le SRC est habilité à procéder à l'exploration du réseau câblé pour la recherche d'informations sur des événements importants en matière de politique de sécurité se produisant à l'étranger (art. 39 ss LRens).

Comme l'exploration du réseau câblé passe par l'étranger pour la collecte d'informations, elle n'est pas considérée comme une mesure de recherche soumise à autorisation en Suisse.

L'exploration du réseau câblé ne peut toutefois être réalisée qu'avec la participation d'exploitants des réseaux filaires et d'opérateurs de télécommunications suisses qui ont l'obligation de transmettre les signaux correspondants au Centre des opérations électroniques de l'armée suisse. C'est pourquoi la LRens, à l'article 40 s., prévoit l'obligation d'obtenir une autorisation selon une procédure d'aval analogue à celle prévue pour les mesures soumises à autorisation pour confier un mandat d'exploration à un exploitant ou à un opérateur.

À fin 2022, 3 mandats d'exploration du réseau câblé étaient en traitement.

EXPLORATION RADIO

L'exploration radio est elle aussi axée sur l'étranger (art. 38 LRens), ce qui signifie qu'elle ne peut porter que sur des systèmes radio qui se trouvent à l'étranger.

Dans la pratique, cela concerne avant tout les satellites de télécommunications et les émetteurs à ondes courtes. À l'inverse de l'exploration du réseau câblé, l'exploration radio ne requiert pas d'autorisation puisqu'elle n'implique pas d'obligation d'informer pour les opérateurs de télécommunications.

À fin 2022, 30 mandats d'exploration radio étaient en traitement.

EXAMENS EFFECTUÉS DANS LE CADRE DU SERVICE DES ÉTRANGERS ET DEMANDES D'INTERDICTION D'ENTRÉE EN SUISSE

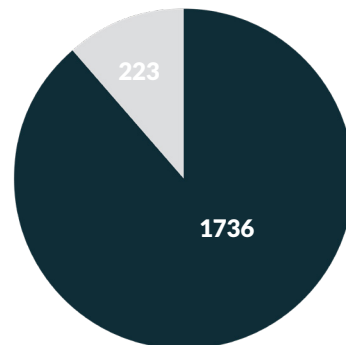
La Suisse a besoin du SRC, car ...

... le SRC examine les dossiers et demandes déposés depuis l'étranger sous l'angle d'une éventuelle mise en danger de la sécurité intérieure du pays.

Si le SRC estime que la personne concernée représente un risque potentiel, il peut recommander le rejet de la demande ou faire valoir des réserves auprès des autorités compétentes, c'est-à-dire, selon les demandes, le Département fédéral des affaires étrangères, le Secrétariat d'État aux migrations ou l'Office fédéral de la police.

	Nombre de demandes examinées	Recommandation de rejet
Demandes d'accréditation pour diplomates et fonctionnaires internationaux		6
Demandes de visa	6095	1
Autorisations de séjour ou de travail soumises au droit des étrangers		1
Dossiers de requérants d'asile	713	1
Demandes de naturalisation	45 147	0
Fichiers examinés dans le cadre de la procédure de consultation Schengen en matière de visas Vision	1 106 917	5
Examens des données API (Advance Passenger Information) <small>Les données API qui ne fournissent aucun résultat lorsqu'elles sont comparées avec les données dont dispose le SRC sont effacées par ce dernier après un délai de 96 heures.</small>	2 272 799 personnes sur 14 071 vols	

CONTRÔLES DE SÉCURITÉ RELATIFS AUX PERSONNES

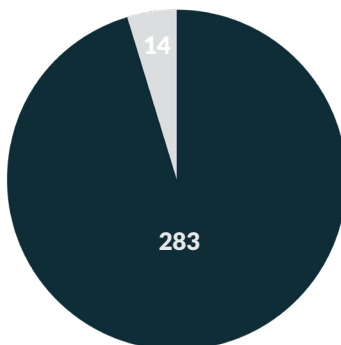


- Recherches d'informations à l'étranger
 - Examens approfondis
- relatifs à des personnes enregistrées dans les systèmes d'information et de stockage des données du SRC*

Les contrôles de sécurité relatifs aux personnes constituent une mesure préventive destinée à préserver la sécurité de la Suisse et à protéger sa population. Les CSP concernent des personnes exerçant des fonctions sensibles, nécessitant l'accès à des informations, du matériel ou des installations classifiés.

Pour le compte de la Chancellerie fédérale et du Service spécialisé chargé des contrôles de sécurité relatifs aux personnes du DDPS, le SRC mène de recherches d'information à l'étranger ainsi que des examens approfondis relatifs à des personnes enregistrées dans les systèmes d'information et de stockage des données du SRC.

Demands d'interdiction d'entrée



- Demandes approuvées
- Demandes encore en traitement à fin 2022

Sur les 297 interdictions d'entrée en Suisse que le SRC a demandé à l'Office fédéral de la police de prononcer pour préserver la sécurité de la Suisse, 283 l'ont été. 14 demandes étaient encore en traitement à fin 2022. Aucune demande n'a été retournée au SRC.

TRANSPARENCE

En 2022, 675 demandes de renseignements ont été déposées sur la base de l'article 63 de la loi fédérale sur le renseignement et de l'article 8 de la loi fédérale sur la protection des données (LPD). A cela s'ajoute 2 demandes en lien avec des requêtes déposées précédemment. Au total, 594 personnes requérantes qui avaient déposé une demande ont obtenu des renseignements complets portant sur le traitement ou non de données les concernant jusqu'au moment du dépôt de leur demande et, le cas échéant, sur ces données en question.

Dans 50 cas, la réponse a été différée ou refusée pour intérêt exigeant le maintien du secret ou intérêt prépondérant de tiers (art. 63 al. 2 LRens et art. 9 al. 2 LPD).

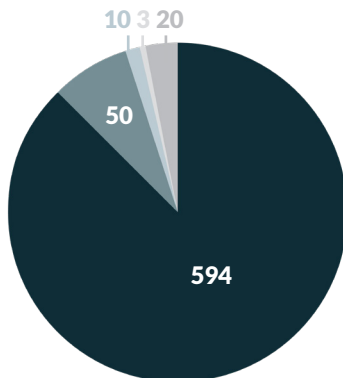
Dans 13 cas, les conditions formelles pour le traitement d'une demande (comme par exemple la remise d'une preuve d'identité) n'ont pas été remplies: malgré une requête visant à obtenir les compléments nécessaires, 10 demandes sont restées lacunaires après un délai de trois mois et ont par conséquent été classées sans suite. Au 31 décembre 2022, 3 demandes pouvaient encore être complétées dans le respect du délai de trois mois. De sorte qu'à la fin de 2022, 20 demandes de renseignements étaient encore en traitement.

En 2022, le SRC a reçu 21 demandes d'accès sur la base de la loi fédérale sur le principe de la transparence dans l'administration (LTrans).

Demandes de renseignements

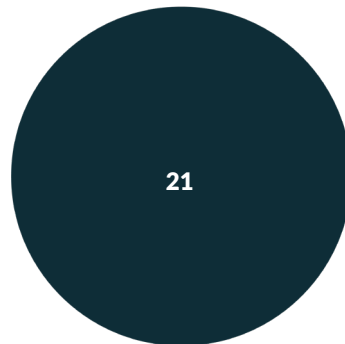
Total 677

(dont 2 en lien avec des requêtes déposées précédemment)



- Réponses transmises
- Réponses refusées ou différées
- Demandes classées sans suite (délai échu)
- Demandes pouvant encore être complétées dans le respect du délai de trois mois (délai ouvert)
- Demandes encore en traitement à fin 2022

Demandes d'accès



PERSONNEL ET FINANCES

Le SRC attache une grande importance à la conciliation entre vie professionnelle et vie familiale. Il a été en 2016 l'un des premiers offices fédéraux à avoir été certifié employeur particulièrement favorable à la famille.

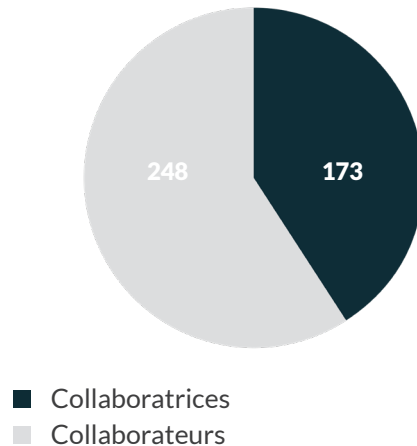
Les valeurs fondamentales du SRC sont la confiance, la cohésion et le professionnalisme.

L'efficacité du service repose sur la qualification de ses collaborateurs au bénéfice de formations les plus diverses. La plupart d'entre eux effectuent régulièrement des voyages de service dans le monde entier.

Le SRC parle toutes les langues nationales et ses collaborateurs sont capables de comprendre ou de s'exprimer dans une multitude de langues. Il encourage une diversité maximale, notamment pour optimiser la performance du service.

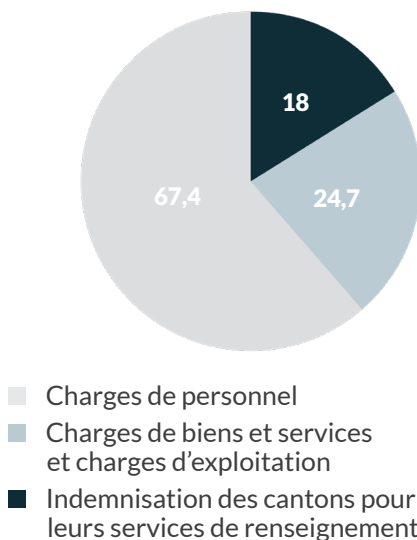
Nombre de collaborateurs

Total 421
(À fin 2022)



Finances

En millions de francs



Répartition linguistique

(À fin 2022)

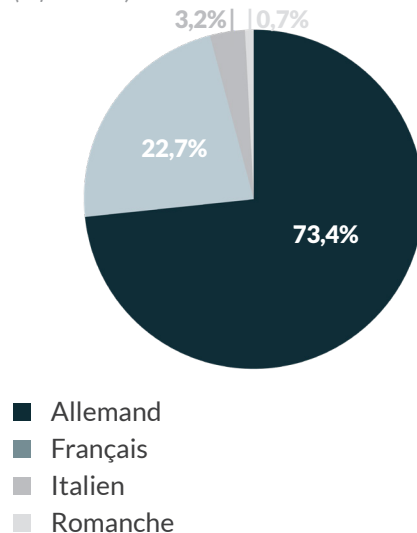


TABLE DES ILLUSTRATIONS

- Page de couverture: dans la région de Kharkiv, Ukraine, 13 décembre 2022.
© Keystone / EPA / Sergiy Kozlov
- 1 En 2023 et 2024, la Suisse occupe un siège de membre non permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, New York, 25 mai 2023.
© Keystone / Alessandro della Valle
 - 2 Attaque turque au moyen de drones à proximité de la ville syrienne d'al-Qahtaniyah, 23 novembre 2022.
© Keystone / AFP / Gihad Darwish
 - 3 Exercice militaire chinois autour de Taïwan, 5 août 2022.
© Keystone / Xinhua / Lin Jian
 - 4 Changements au niveau du contrôle territorial par la Russie durant la première année de la guerre
Données: The Economist, Data from satellites reveal the vast extent of fighting in Ukraine, 23. Februar 2023
 - 5 Condamnation de l'agression russe contre l'Ukraine
Données: ONU
 - 6 Risque d'escalade nucléaire
Données: Stiftung Wissenschaft und Politik, 1. Februar 2023
 - 7 Cérémonie d'ouverture du 20^e Congrès du Parti communiste chinois, Pékin, 16 octobre 2022.
© Keystone / AP / Mark Schiefelbein
 - 8 Procès de l'auteur de l'attentat terroriste de Morges, Tribunal pénal fédéral de Bellinzone, 12 décembre 2022.
© Keystone / Linda Graedel
 - 9 Photo prétexte.
© DDPS / Nicola Pitaro
 - 10 Manifestation contre l'évacuation de la Koch-Areal, Zurich, 18 février 2023.
© Keystone / Ennio Leanza
 - 11 Exposition sur le programme nucléaire iranien, Téhéran, 8 février 2023.
© Keystone / AP / Vahid Salemi
 - 12 Photo prétexte.
© Keystone / Westend61 / Daniel Schweinert
 - 13 Photo prétexte.
© DDPS / Clemens Laub

Rédaction

Service de renseignement de la Confédération SRC

Clôture de la rédaction

Mai 2023

Contact

Service de renseignement de la Confédération SRC

Papiermühlestrasse 20

CH-3003 Berne

E-mail: info@ndb.admin.ch

www.src.admin.ch

Diffusion

OFCL, Vente des publications fédérales,

CH-3003 Berne

www.publicationsfederales.admin.ch

n° d'art. 503.001.23f

ISSN 1664-4697

Copyright

Service de renseignement de la Confédération SRC, 2023

LA SÉCURITÉ DE LA SUISSE

Service de renseignement de la Confédération SRC
Papiermühlestrasse 20
CH-3003 Berne

www.src.admin.ch/ info@ndb.admin.ch

